

MEMORIAL
Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL
Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxembourg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 320

7 mai 1998

SOMMAIRE

Amati International S.A., Luxembourg	page 15349	Lombard Odier Invest, Sicav, Luxembourg	15360
Anthylis S.A., Luxembourg	15346	Luxempart, Luxembourg	15354
Argentinian Investment Company, Sicav, Luxembourg	15343	Luxor Investment Company, Sicav, Luxbg 15357,	15358
Brazilian Investment Company, Sicav, Luxembourg	15343	Mazfin S.A., Luxembourg	15348
Colombian Investment Company, Sicav, Luxembourg	15344	Meinek S.A., Luxembourg	15346
Crosslink Investment Consulting S.A., Luxembourg 15321		Mercury Selected Trust, Sicav, Senningerberg . . .	15359
DG Lux Multimanager I, Sicav, Luxembourg-Strassen	15356	Metzler Cash & Carry, S.à r.l., Dudelange	15342
Diamond Investment S.A., Luxembourg	15354	Mexican Investment Company, Sicav, Luxembourg	15344
Doragren S.A., Luxembourg	15352	Milau Holding S.A., Luxembourg	15346
Eiger Fund, Fonds Commun de Placement	15322	Miracema S.A., Luxembourg	15354
Elterberg S.A.H., Luxembourg	15345	Molino Beverages Holding S.A., Luxembourg	15342
Etra Global, Sicav, Luxembourg	15355	Noisette S.A., Luxembourg	15350
F&C Luxembourg S.A., Luxembourg	15343	Omnium de Participations S.A., Luxembourg . . .	15353
FIVEST Financière d'Investissements S.A., Luxembourg	15345	Parc Merveilleux S.A., Bettembourg	15357
Frenalux S.A., Luxembourg	15346	PILSA Patents Investments & Licences S.A., Luxembourg	15347
Frin S.A., Luxembourg	15358	Poseidon S.A., Luxembourg	15353
F.S.C. S.A. Financial Skills Corporation S.A., Luxembourg	15351	RA Invest S.A., Luxembourg	15356
Fundamentum Asset Management S.A., Luxembourg	15331	Rania Holdings S.A., Luxembourg	15349
GLM S.A., Luxembourg	15335	Relais du Postillon, S.à r.l., Wormeldange	15341
Globelux Holding S.A., Luxembourg	15355	Sabea Holding Group S.A., Luxembourg	15358
H.I.C. Holiday International Company S.A., Luxembourg	15356	Sagane S.A., Luxembourg	15345
Holkem S.A., Luxembourg	15352	Salux S.A., Luxembourg	15351
Hundeberg S.A.H., Luxembourg	15338	Sarcos S.A., Luxembourg	15356
I.M.D.I. S.A. International Marketing and Distribution Investments S.A., Luxembourg	15357	Sichel S.A., Pontpierre	15348
International Staff Investments S.A., Luxembourg 15314		Silver Sea Investment S.A., Luxembourg	15349
Intersab S.A.H., Luxembourg	15355	SIMINTER Société Immobilière Internationale S.A., Luxembourg	15347
Invest-India S.A., Luxembourg	15348	Société Le Coq S.A., Luxembourg	15349
Jope Finance (Luxembourg) S.A., Luxembourg . . .	15353	Sunbelt International Resources S.A.H., Luxembourg	15345
Klystron Holding S.A., Luxembourg	15348	Sunlite Holding S.A., Luxembourg	15351
Latin American Investment Company, Sicav, Luxembourg	15344	Tefin Participations S.A., Luxembourg	15347
Lead International S.A., Luxembourg	15350	Thermie Holding (Luxembourg) S.A., Luxembourg	15352
		TIB Holding S.A., Luxembourg	15347
		Tokyo Pacific Holdings, Sicaf, Luxembourg	15359
		UAT Union of Advanced Technologies S.A., Luxembourg	15316
		Westland Holding S.A., Luxembourg	15352
		Wombat Immobilière S.A., Luxembourg	15350
		Zita S.A., Luxembourg	15350

INTERNATIONAL STAFF INVESTMENTS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

STATUTS

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-sept, le dix-sept septembre.

Par-devant Maître Marthe Thyès-Walch, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

1. - INTERNATIONAL VECO SERVICES S.A., société anonyme, ayant son siège à Luxembourg, 8, Boulevard Royal, ici représentée par son administrateur-délégué Madame Luisella Moreschi, licenciée en sciences économiques appliquées, demeurant à Brouch/ Mersch.

2. - VECO TRUST S.A., société anonyme, ayant son siège social à L-2449 Luxembourg, 8, Boulevard Royal, ici représentée par son administrateur-délégué Madame Luisella Moreschi, prénommée.

Lesquels comparants, représentés comme il est dit, ont arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme qu'ils vont constituer entre eux:

Art. 1^{er}. Il est formé une société anonyme luxembourgeoise sous la dénomination de INTERNATIONAL STAFF INVESTMENTS S.A.

Le siège social est établi à Luxembourg.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

La durée de la société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf ans.

Art. 2. La société a pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

Elle peut notamment acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option, d'achat et de toute autre manière des valeurs immobilières et mobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, cession, échange ou autrement.

La société peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter.

La société peut emprunter et accorder à d'autres sociétés, tous concours, prêts, avances ou garanties

La société pourra faire de l'intermédiation sur les marchés.

La société peut également procéder à toutes opérations immobilières, mobilières, commerciales industrielles et financières nécessaires et utiles pour la réalisation de l'objet social.

Art. 3. Le capital social est fixé à un million deux cent cinquante mille francs luxembourgeois (LUF 1.250.000,-), divisé en mille deux cinquante (1.250) actions de mille francs luxembourgeois (LUF 1.000,-), chacune.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, à l'exception de celles pour lesquelles la loi prescrit la forme nominative.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

En cas d'augmentation du capital social les droits attachés aux actions nouvelles seront les mêmes que ceux dont jouissent les actions anciennes.

Le capital social de la société pourra être porté de son montant actuel à cinquante millions de francs luxembourgeois (LUF 50.000.000,-), par la création et l'émission d'actions nouvelles d'une valeur nominale de mille francs luxembourgeois (LUF 1.000,-) chacune.

Le Conseil d'Administration est autorisé et mandaté:

- à réaliser cette augmentation de capital en une seule fois ou par tranches successives par émission d'actions nouvelles, à libérer par voie de versements en espèces, d'apports en nature, par transformation de créances ou encore, sur approbation de l'assemblée générale annuelle, par voie d'incorporation de bénéfices ou réserves de capital;

- à fixer le lieu et la date de l'émission ou des émissions successives, le prix d'émission, les conditions et modalités de souscription et de libération des actions nouvelles;

- à supprimer ou limiter le droit de souscription préférentiel des actionnaires quant à l'émission ci-dessus mentionnée d'actions supplémentaires contre apports en espèces ou en nature.

Cette autorisation est valable pour une période de cinq ans à partir de la date de la publication du présent acte et peut être renouvelée par une assemblée générale des actionnaires quant aux actions du capital autorisé qui d'ici là n'auront pas été émises par le Conseil d'Administration.

A la suite de chaque augmentation de capital réalisée et dûment constatée dans les formes légales, le premier alinéa de cet article se trouvera modifié de manière à correspondre à l'augmentation intervenue; cette modification sera constatée dans la forme authentique par le Conseil d'Administration ou par toute personne qu'il aura mandatée à ces fins.

Art. 4. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 5. Le Conseil d'Administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

Le Conseil d'Administration peut désigner son président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

Le Conseil d'Administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme ou télex, étant admis. En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télex ou télécopieur.

Les décisions du Conseil d'Administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Le Conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non.

La délégation à un membre du Conseil d'Administration est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale.

La société se trouve engagée soit par la signature collective de deux administrateurs, soit par la signature individuelle du délégué du conseil.

Art. 6. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

Art. 7. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 8. L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit, le troisième lundi du mois de mai à quinze heures à Luxembourg au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour est férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 9. Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés, et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le Conseil d'Administration peut décider que pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doit en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix.

Art. 10. L'assemblée générale des actionnaires a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

Le Conseil d'Administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la loi.

Art. 11. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ainsi que ses modifications ultérieures, trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

- 1) Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 1997.
- 2) La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en 1998.

Souscription et libération

Les statuts de la société ayant ainsi été arrêtés, les comparants préqualifiés déclarent souscrire les actions comme suit:

1) INTERNATIONAL VECO SERVICES S.A., prédésignée, mille deux cent quarante-six actions	1.246
2) VECO TRUST S.A., prédésignée, quatre actions	4
Total: mille deux cent cinquante actions	1.250

Les actions ont été entièrement libérées en espèces, de sorte que la somme de un million deux cent cinquante mille francs luxembourgeois (LUF 1.250.000,-), se trouve présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Déclaration

Le notaire-rédacteur de l'acte déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, s'élève approximativement à la somme de cinquante-deux mille francs luxembourgeois (LUF 52.000,-).

Assemblée Générale Extraordinaire

Et à l'instant les comparants préqualifiés, représentant l'intégralité du capital social, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués, et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ils ont pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

Le nombre des administrateurs est fixé à trois et celui des commissaires à un.

Deuxième résolution

Sont appelés aux fonctions d'administrateur:

- a. - Madame Luisella Moreschi, licenciée en sciences économiques et financières, demeurant à Brouch/Mersch,
- b. - Mademoiselle Angela Cinarelli, employée privée, demeurant à Fentange,
- c. - Mademoiselle Sandrine Klusa, employée privée, demeurant à Hagondange.

Troisième résolution

Est appelée aux fonctions de commissaire:

VECO TRUST S.A., ayant son siège à Luxembourg, 8, Boulevard Royal.

Quatrième résolution

Les mandats des administrateurs et commissaire prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de l'an 2001.

Cinquième résolution

Le siège social est fixé au 8, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée en langue d'eux connue aux comparants, tous connus du notaire par leurs noms, prénoms usuels, états et demeure, les comparants ont signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: L. Moreschi, M. Thyès-Walch.

Enregistré à Luxembourg, le 29 décembre 1997, vol. 1CS, fol. 4, case 8. – Reçu 12.500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée sur papier libre aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 février 1998.

M. Thyès-Walch.

(07060/215/145) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 1998.

UAT, UNION OF ADVANCED TECHNOLOGIES S.A., Société Anonyme.

Head office: L-1330 Luxembourg, 16, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

—
STATUTES

In the year one thousand nine hundred and ninety-eight, this second day of the month of February.

Before Us, Maître Norbert Muller, notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand-Duchy of Luxembourg.

There appeared:

1. Mister Jean-Paul Goerens, lawyer, residing in Luxembourg here represented by Mr. Frank Schaffner, lawyer, living in Luxembourg, pursuant to a proxy given on the second day of February 1998,

2. Mister Frank Schaffner, lawyer, residing in Luxembourg.

The said proxy, signed *ne varietur*, will remain annexed to the present deed.

Such appearing parties have requested the notary to enact the following articles of incorporation of a joint stock company which they declare to have established as follows:

Name - Registered office - Duration - Object

Art. 1. Between the above mentioned persons and all other persons who shall become owners of the shares hereafter created, there shall be formed herewith a joint stock company, (*société anonyme*) under the name of UNION OF ADVANCED TECHNOLOGIES S.A., abbreviated UAT.

Art. 2. The company is formed for an unlimited duration.

Art. 3. The registered office of the company will be established in Luxembourg-Ville. If extraordinary events of political, economic or social nature likely to impair the normal activity at the registered office or the easy communication between that office and foreign countries shall occur, or shall be imminent, the registered office may be provisionally transferred abroad by simple resolution by the board of directors until such time as circumstances have completely returned to normal. Such a transfer will, however, have no effect on the nationality of the corporation which shall remain a Luxembourg company. The declaration of the provisional transfer abroad of the registered office will be made and brought to the attention of third parties by the officer of the Company best placed to do so in the circumstances.

Art. 4. The corporate object of the Company is the realisation of administrative tasks, coordination, central organisation, management, marketing and market study tasks on its behalf and in its name, or on behalf and in the name of other legal persons or entities that the Company is directly or indirectly interested in or which are sister companies or which are third parties.

The corporate object of the company is furthermore the taking of participations in any form in any business, industrial, financial or other enterprises, Luxembourg or foreign, the acquisition, the management and the alienation of all types of securities and rights by way of participation, contribution, subscription, option, sale and purchase or any other manner.

The company may borrow and grant with or without any warranties any assistance, loan, advance or guarantee to companies in which it has an interest or not, and carry out in general all activities and effect all operations directly or indirectly related to its object.

The company may realise trading activities such as import, and export activities, directly or indirectly related to its corporate object or liable to foster or facilitate the accomplishment or extension of its corporate object.

In general, the company may, but without limitation, effect all operations and accomplish all business, industrial or financial transactions, in personal or real property, that are liable to foster or facilitate the accomplishment or extension of its corporate object.

Share capital - Shares

Art. 5. The subscribed capital of the company is fixed at one hundred thousand DeutschMark (DEM 100,000.-) represented by one hundred (100) shares of a par value of one thousand DeutschMark (DEM 1,000.-) each fully paid in.

The authorised capital is fixed at five million DeutschMark (DEM 5,000,000.-) to be divided into five thousand (5,000) shares with a par value of one thousand DeutschMark (DEM 1,000.-) each.

The board of directors is authorised with or without consent of all or part of the shareholders, during a period of five years after the date of publication of the articles of incorporation in the Mémorial, Recueil Spécial, to increase in one or several times the subscribed capital within the limits of the authorised capital. Such increased amount of capital may be subscribed for and issued in the form of shares with or without an issue premium, as the board of directors may determine. The board of directors may delegate to any duly authorised director or officer of the company or to any other duly authorised person, the duties of accepting subscriptions and receiving payment for shares representing part or all of such increased amounts of capital.

After each increase of the subscribed capital performed in the legally required form by the board of directors within the limits of the authorised capital, the present article is to be adjusted to this amendment.

The authorised and the subscribed capital of the company may be increased or reduced by a decision of the general meeting of shareholders voting with the same quorum and majority as for the amendment of the articles of incorporation.

The company may to the extent and under the restrictions foreseen by law redeem its own shares.

Art. 6. The shares of the company are in registered form or in the bearer form at the choice of the shareholder.

Management - Supervision

Art. 7. The company is managed by a board of directors of not less than three members, shareholders or not, who are appointed for a term which may not exceed six years by the general meeting of shareholders and who can be dismissed at any time.

Art. 8. The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interest. All powers not expressly reserved by the law of August 10th, 1915 as subsequently modified or by the present articles of incorporation of the company to the general meeting fall within the competence of the board of directors. The board of directors is authorised to pay interim dividends in compliance with the legal requirements.

Art. 9. The board of directors may delegate part of its powers and commit the management of all the affairs or of a special branch of the company to one or more managers and give special powers for determined matters to one or more proxyholders, selected from its own members or not, shareholders or not. It may also, with the prior approval of the general meeting of shareholders, entrust day-to-day management of the company's business to one or several of its members, appointed managing director(s).

Art. 10. The company will be bound in any circumstances by the joint signature of two directors or by the single signature of the managing director or by the joint or single signature of any person or persons to whom such signatory powers shall have been delegated by the board of directors.

Art. 11. The audit of the company's affairs will be entrusted to one or more statutory auditors, shareholders or not, to be appointed by the General meeting which will determine their number, remuneration and term of their mandate which cannot exceed six years.

General Meetings of Shareholders

Art. 12. The annual general meeting of shareholders will be held in Luxembourg on the third Friday of the month of February at 4:00 p.m.

If this day is an official holiday, the meeting will be postponed to the next fullworking day at the same hour. The general meeting of shareholders will be held in Luxembourg at the place to be indicated in the convening notices or in the municipality in which the registered office is located, should the registered office have been transferred elsewhere, or in such other place as shall be decided by the board.

Art. 13. The general meeting of shareholders will hear the statement of the board of directors and the auditors, vote on the approval of the reports and accounts and on the distribution of the profit, proceed to make all nominations required by the articles of incorporation, discharge the directors and auditors and take such further action on other matters that may properly come before it.

Art. 14. Except as otherwise required by law, resolutions at a general meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of the votes cast.

Art. 15. If all the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

Art. 16. The general meeting of shareholders deliberating at a quorum and with a majority as prescribed by law can amend the articles of incorporation in every respect.

Financial year - Balance sheet - Distribution of profits

Art. 17. The company's year runs from the 1st of January to the 31st of December of every year.

Art. 18. The credit balance on the profit and loss account, after deduction of the general expenses, corporate charges, write-offs and provisions for past and future contingencies as determined by the board of directors represents the net profit.

Every year five per cent of the net profit will be set aside in order to build up the legal reserve.

This deduction ceases to be compulsory when the legal reserve amounts to one tenth of issued capital.

The remaining balance of the net profit shall be at the disposal of the general meeting of shareholders.

The general meeting of shareholders may decide to assign profits and distributable reserves to the reimbursement of the capital without reducing the corporate capital.

Dissolution - Liquidation

Art. 19. The company may be dissolved at any time by decision of the general meeting of shareholders voting at a quorum and a majority as required by law for a change of the articles of incorporation.

Art. 20. In the event of the dissolution of the company, the general meeting of shareholders will determine the method of liquidation and nominate one or several liquidators and determine their powers and remuneration.

General dispositions

Art. 21. All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the law of August 10th, 1915 on commercial companies, and amendments thereto.

Subscription and Payments

The subscribers have subscribed for the number of shares and have paid in cash the amounts as mentioned hereafter.

Shareholders	subscribed capital (DEM)	paid in capital (DEM)	number of shares
1. Jean-Paul Goerens, prenamed	50,000.-	50,000.-	50
2. Frank Schaffner, prenamed	50,000.-	50,000.-	50
	100,000.-	100,000.-	100

All these shares are paid up by payments in cash such that the sum of one hundred thousand DeutschMark (DEM 100,000.-) is from now on at the free disposal of the company, proof thereof having been given to the officiating notary.

Sundry Provisions

The first financial year runs from the date of incorporation and ends on 31 December 1998.

The first annual general meeting of shareholders will be held in Luxembourg in 1999.

Statement - Costs

The notary executing this deed declares that the conditions prescribed in article 26 of the law of 10 August 1915 as subsequently amended have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

The capital is valued for the purpose of registration at LUF 2,055,450.- (two million fifty-five thousand four hundred and fifty Luxembourg francs).

The costs, expenses or charges, incurred or charged to the company as a result of its formation, are approximately valued at LUF 75,000.- (seventy-five thousand Luxembourg francs).

Extraordinary general meeting

After the incorporation of the Company the abovenamed parties, representing the whole of the subscribed capital considering themselves to be duly convened, have proceeded to hold an extraordinary general meeting, and having stated that it was regularly constituted, they have passed the following resolutions by unanimous vote:

1. The number of directors is fixed at three and that of the auditors at one.

2. The following have been appointed as directors:

- Mr. Jean-Paul Goerens, lawyer, living at Luxembourg,

- Ms Beatrice Garcia, lawyer, living at Madrid, Spain,

- Mr. Frank Schaffner, lawyer, living at Luxembourg.

3. COMPAGNIE LUXEMBOURGEOISE DE REVISION SARL, with registered office at 80, rue des Romains, L-8041 Strassen, has been appointed as statutory auditor.

4. The Company's registered office shall be at L-1330 Luxembourg, 16, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

5. The Board of Directors is authorised to appoint one or several managing directors, according to article 60 of the Luxembourg Company Law of 10 August 1915 as amended.

6. The term of office of the directors shall expire at the annual general shareholders meeting to be held in 2003.

7. The term of office of the statutory auditor shall expire at the annual general shareholders meeting to be held in 2003.

The undersigned notary who understands and speaks English and German, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a German version. On request of the same appearing parties and in case of divergence between the English and the German text, the English text will be prevailing.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Esch-sur-Alzette, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read in the English language, all the appearing parties known to the notary signed together with the notary the present document.

Folgend die deutschsprachige Urkundenübersetzung:

Im Jahre eintausendneunhundertachtundneunzig, am zweiten Februar.
Vor dem unterzeichneten Notar Norbert Muller, im Amtswohnsitze zu Esch/Alzette.

Sind erschienen:

1. Herr Jean-Paul Goerens, Jurist, wohnhaft in Luxemburg, hier vertreten durch Frank Schaffner, Jurist, auf Grund einer Vollmacht unter Privatschrift gegeben am zweiten Februar 1998,

2. Herr Frank Schaffner, Jurist, wohnhaft in Luxemburg.

Vorgenannte Vollmacht bleibt, nach ne varietur Unterzeichnung durch den Kompartmenten und den amtierenden Notar, vorliegender Urkunde beigebogen um mit derselben einregistriert zu werden.

Die Kompartmenten, namens wie sie handeln, ersuchten den amtierenden Notar den nachstehenden, durch alle Kompartmenten vereinbarten Gesellschaftsvertrag einer Aktiengesellschaft zu beurkunden wie folgt:

Firma, Sitz, Dauer, Zweck

Art. 1. Zwischen den Kompartmenten und allen zukünftigen Inhabern der im Nachfolgenden bezeichneten Aktien wird eine Aktiengesellschaft (société anonyme) gebildet unter der Bezeichnung UNION OF ADVANCED TECHNOLOGIES S.A. in Abkürzung UAT.

Art. 2. Die Dauer der Gesellschaft ist unbegrenzt.

Art. 3. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg.

Sollten aussergewöhnliche Ereignisse politischer, wirtschaftlicher oder sozialer Art einer ordentlichen Geschäftsabwicklung entgegenstehen oder entgegenzustehen drohen, oder eine normale Verbindung mit dem Gesellschaftssitz oder des Gesellschaftssitzes mit dem Ausland verhindern oder zu verhindern drohen, so kann der Gesellschaftssitz auf dem einfachen Beschluss des Verwaltungsrates vorübergehend bis zur Wiederherstellung der ursprünglichen Verhältnisse ins Ausland verlegt werden; trotz dieses vorläufigen Beschlusses bleibt der Gesellschaft dennoch ihre luxemburgische Staatszugehörigkeit erhalten.

Die Beamten der Gesellschaft die am besten dem Umständen nach dazu fähig sind, führen die Verlegung des Gesellschaftssitzes durch und bringen diese Verlegung Dritten zur Kenntnis.

Art. 4. Der Gesellschaftszweck ist die Erfüllung von Verwaltungs-, Koordinations-, zentralen Organisations-, Management-, Marketing- und Marktforschungsaufgaben in ihrem Namen und zu ihren Gunsten, oder im Namen und zu Gunsten anderer Rechtspersonen oder Gesellschaften in denen sie beteiligt ist, die ihre Schwestergesellschaften oder nur Drittgesellschaften sind.

Die Gesellschaft hat zudem zum Zweck jedwede Beteiligung an geschäftlichen, industriellen oder finanziellen luxemburgischen und ausländischen Gesellschaften und Unternehmen, den Erwerb sowie die Verwaltung, Auswertung oder Veräusserung jeglicher Wertpapiere und Rechte mittels Beteiligung, Einbringen, Zeichnung, Tausch, Kauf und Verkauf oder sonstigen Rechtsgeschäften.

Die Gesellschaft kann die Aufnahme und die Gewährung von Anleihen und Darlehen, mit oder ohne diesbezügliche Sicherheiten vornehmen, sie kann an der Gründung und Entwicklung jeglicher Unternehmen teilnehmen und ihnen jegliche Unterstützung bewilligen, und im allgemeinen alle Aktivitäten vollziehen die direkt oder indirekt in Verbindung mit dem Gesellschaftszweck stehen.

Die Gesellschaft ist befähigt geschäftliche Tätigkeiten auszuüben, sowie Import- und Exportaktivitäten, die im direkten oder indirekten Zusammenhang mit ihrem Gesellschaftszweck stehen, oder die zur Erfüllung oder Förderung des Gesellschaftszweckes geeignet sind.

Im allgemeinen kann die Gesellschaft die Ausübung jedweder industrieller, finanzieller oder geschäftsmännischer Tätigkeit zur Erfüllung und Förderung des Gesellschaftszweckes vornehmen.

Kapital - Aktien

Art. 5. Das ganz einbezahlte Gesellschaftskapital beträgt hunderttausend Deutsche Mark (DEM 100.000,-) und ist aufgeteilt in hundert (100) Aktien von tausend Deutsche Mark (DEM 1.000,-) je Aktie.

Das genehmigte Kapital wird auf fünf Millionen Deutsche Mark (DEM 5.000.000,-) festgesetzt, eingeteilt in fünftausend (5.000) Aktien mit einem Nennwert von je tausend Deutsche Mark (DEM 1.000,-) pro Aktie.

Der Verwaltungsrat ist ermächtigt mit oder ohne Einverständnis aller oder einiger Aktionäre, während einer Dauer von fünf Jahren vom Veröffentlichungsdatum der Gesellschaft im Mémorial C an, das gezeichnete Kapital ganz oder teilweise innerhalb der Grenzen des genehmigten Kapitals in einem oder mehreren Male zu erhöhen.

Diese Kapitalerhöhungen können durchgeführt werden durch die Ausgabe und Zeichnung von Aktien mit oder ohne Emissionsprämie, sowie der Verwaltungsrat es beschliesst.

Der Verwaltungsrat ist derweiteren ermächtigt Verwaltungsratsmitglieder oder einen Sonderbevollmächtigten rechtsgültig zu bestellen mit der Aufgabe die Zeichnung festzustellen und Einzahlungen entgegenzunehmen von allen Aktien oder von einem Teil der Aktien die durch die vorerwähnte Kapitalerhöhung zustande gekommen sind. Nach jeder Kapitalerhöhung die mittels des genehmigten Kapitals und gemäss den gesetzlichen Vorschriften vollzogen worden ist, wird die Abänderung des entsprechenden Artikels der Gesellschaftssatzung veranlasst.

Das genehmigte und gezeichnete Kapital der Gesellschaft kann erhöht oder herabgesetzt werden durch Beschluss der Generalversammlung der Aktionäre, welche wie bei einer Satzungsänderung entscheiden.

Die Gesellschaft kann den Rückkauf ihrer eigenen Aktien nach den im Gesetz vorgesehenen Bedingungen vornehmen.

Art. 6. Die Aktien der Gesellschaft können als Namensaktien oder als Inhaberaktien auf Wunsch des Aktionärs ausgestellt werden.

Verwaltung, Aufsicht

Art. 7. Die Verwaltung der Gesellschaft obliegt einem Verwaltungsrat von wenigstens drei Mitgliedern, welche Aktionäre oder Nicht-Aktionäre sein können; sie werden durch die Generalversammlung bezeichnet. Ihre Amtszeit darf die Dauer von sechs Jahren nicht überschreiten; sie können beliebig abberufen werden.

Art. 8. Der Verwaltungsrat hat die weitestgehenden Befugnisse zur Geschäftsführung und trifft alle ihm zur Erfüllung des Gesellschaftszweckes und Gesellschaftsinteresse notwendig erscheinenden Verfügungen und Verwaltungsmassnahmen

Seine Zuständigkeit ist nur beschränkt durch die der Generalversammlung gemäss Gesetz oder laut der gegenwärtigen Satzung vorbehaltenen Beschlüsse.

Der Verwaltungsrat ist befugt Vordividenden unter Berücksichtigung der jeweils geltenden gesetzlichen Bestimmungen auszuschütten.

Art. 9. Der Verwaltungsrat ist befugt seine Vormächte teilweise sowie die Geschäftsführung der Gesellschaft ganz oder teilweise an einen oder mehrere Geschäftsführer zu übertragen und durch notarielle oder privatschriftliche Urkunden Bevollmächtigte für Sondergeschäfte zu bestellen. Diese Bevollmächtigten können Verwaltungsratsmitglieder oder Dritte sein, Aktionär oder Nicht-Aktionär.

Der Verwaltungsrat ist mit der Zustimmung der Generalversammlung der Aktionäre befugt die tägliche Geschäftsleitung an einen oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder, genannt Geschäftsdirektoren, zu übertragen.

Art. 10. Die Gesellschaft wird unter jeden Umständen durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Verwaltungsratsmitgliedern verpflichtet, oder durch die alleinige Unterschrift des Geschäftsdirektors, oder durch die alleinige oder gemeinsame Unterschrift derjenigen Personen die auf Grund einer vom Verwaltungsrat erteilten Untervollmacht oder Beauftragung befugt sind die Gesellschaft zu verpflichten.

Art. 11. Die Aufsicht betreffend die Geschäftsführung der Gesellschaft wird einem oder mehreren Buchprüfern erteilt, Aktionäre oder Nicht-Aktionäre. Diese Ernennung erfolgt durch Beschluss der Generalversammlung der Aktionäre die die Anzahl der Buchprüfer, ihre Vergütung und Dauer ihrer Mandate bestimmt, welche Dauer auf keinen Fall sechs Jahre übertreffen kann.

Aktionärversammlungen

Art. 12. Die ordentliche Generalversammlung findet alljährlich am dritten Freitag des Monats Februar um 16.00 Uhr an einem in den Einberufungen zu bestimmenden Ort der Stadt Luxemburg statt, oder in derjenigen Gemeinde Luxemburgs wo der Gesellschaftssitz im Falle einer Verlegung neu festgelegt ist, oder in jenem durch den Verwaltungsrat beschlossenen Ort.

Art. 13. Die ordentliche Generalversammlung der Aktionäre nimmt den Jahresbericht des Verwaltungsrates und des Buchführers in Kenntnis, stimmt ab über ihr Einverständnis mit diesen Berichten, mit den Jahresbilanzen sowie mit der Gewinnverteilung, ernennt gesetz- oder urkundshalber alle nötigen Mitglieder der Gesellschaftsorgane und entlastet Verwaltungsratsmitglieder und Buchführer für ihr jährliches Gesellschaftsmandat. Dieselbe Generalversammlung ist weitgehendst befugt sämtliche die Gesellschaft betreffende Rechtshandlungen zu tätigen und gutzuheissen.

Art. 14. Wenn gesetzlich nicht anders vorgeschrieben treten alle Beschlüsse der Generalversammlung der regelmässig berufenen Aktionäre mit einfacher Mehrheit in Kraft.

Art. 15. Falls sämtliche Aktionäre anwesend oder vertreten sind und falls sie erklären, dass sie Kenntnis der ihnen vorliegenden Tagesordnung genommen haben, können Generalversammlungen auch ohne vorherige Einberufung rechtsgültig stattfinden.

Art. 16. Die Generalversammlung ist befugt unter Berücksichtigung der gesetzlichen Anwesenheits- und Mehrheitsregeln die Gesellschaftssatzung in jedem Punkt abzuändern.

Geschäftsjahr, Bilanzen, Gewinnverteilung

Art. 17. Das Geschäftsjahr beginnt alljährlich am ersten Januar und endigt am einunddreissigsten Dezember.

Art. 18. Der Kreditsaldo der Gewinn- und Verlustrechnung bildet, nach Abzug der allgemeinen Ausgaben, der Gesellschaftskosten, der Abnützungsbeträge und der vom Verwaltungsrat vorgesehenen Rückstellungsbeträge für unvorhergesehene Ausgaben, den Reingewinn.

Fünf Prozent des Reingewinns fliessen solange dem Reservefonds zu, bis dieser zehn Prozent des Gesellschaftskapitals erreicht hat. Diese Zuweisung ist nicht mehr zwingend notwendig wenn und solange der Reservefonds zehn Prozent des Nominalwertes des Kapitals beträgt.

Darüber hinaus verfügt die Generalversammlung über den Saldo nach Gutdünken.

Die ordentliche Generalversammlung der Aktionäre ist befugt die Reingewinne und verfügbare Gesellschaftsreserven zur Kapitalrückzahlung auszuschütten ohne jedoch das Gesellschaftskapital dadurch zu vermindern.

Auflösung, Liquidation

Art. 19. Die Generalversammlung ist jederzeit befugt die Auflösung der Gesellschaft zu beschliessen unter Berücksichtigung der zur Gesellschaftssatzungsänderungen vorgesehenen gesetzlichen Anwesenheits- und Mehrheitsregeln.

Art. 20. Dieselbe Generalversammlung der Aktionäre bestimmt die Art und Weise der Auflösung.

Die Auflösung der Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Liquidatoren durchgeführt deren Ernennung, Bestellung und Bezüge durch die Generalversammlung erfolgt und festgelegt wird.

Allgemeine Bestimmungen

Art. 21. Hinsichtlich der durch die gegenwärtige Satzung nicht erfassten Bestimmungen unterliegt die Gesellschaft den gesetzlichen Bestimmungen, namentlich denjenigen des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften mitsamt hinbezüglichen Gesetzesergänzungen und Abänderungsgesetzen.

Zeichnung und Einzahlung der Aktien

Die Aktien wurden durch die Komparenten gezeichnet wie folgt:

Aktionäre	gezeichnetes Kapital (DEM)	eingezahltes Kapital (DEM)	Zahl der Aktien
1. Jean-Paul Goerens, vorbenannt	50.000,-	50.000,-	50
2. Frank Schaffner, vorbenannt	50.000,-	50.000,-	50
	<u>100.000,-</u>	<u>100.000,-</u>	<u>100</u>

Die Aktionäre haben den Betrag ihrer Zeichnung sofort und in bar eingezahlt; somit verfügt die Gesellschaft ab sofort über einen Betrag von hunderttausend Deutsche Mark (DEM 100.000,-), worüber dem amtierenden Notar der Nachweis erbracht wurde.

Übergangsbestimmungen

Das erste Geschäftsjahr beginnt mit dem Tage der Gründung und endet am 31. Dezember 1998.

Die erste ordentliche Generalversammlung findet im Jahre 1999 statt.

*Feststellung**Kosten- und Gebührenabschätzung*

Der amtierende Notar erklärt ausdrücklich, dass die durch Artikel 26 des nachträglich abgänderten und ergänzten Gesetzes über Handelsgesellschaften vom 10. August 1915 vorgeschriebenen Bedingungen erfüllt sind.

Zwecks Einregistrierung wird das gezeichnete Kapital geschätzt auf LUF 2.055.450,- (zwei Millionen fünfundfünfzigtausendvierhundertfünfzig luxemburger Franken).

Der Gesellschaft obliegenden Gründungskosten, Auslagen und Lasten irgendwelcher Art, welcher der Gesellschaft wegen ihrer Gründung anfallen, werden geschätzt auf fünfundsiebzigtausend luxemburger Franken (LUF 75.000,-).

Ausserordentliche Generalversammlung

Nach Festlegung der Satzung der Gesellschaft haben die Komparenten, welche das gesamte Aktienkapital vertreten und sich als rechtsgültig zusammengerufen betrachten, in ausserordentlicher Generalversammlung einstimmig folgende Beschlüsse gefasst:

- 1) Die Zahl der Verwaltungsmitglieder wird auf drei und die der Kommissare auf einen festgelegt.
- 2) Zu Verwaltungsratsmitglieder werden bestellt:
 - Herr Jean-Paul Goerens, Jurist, wohnhaft in Luxemburg,
 - Fräulein Beatrice Garcia, Juristin, wohnhaft in Madrid, Spanien,
 - Herr Frank Schaffner, Jurist, wohnhaft in Luxemburg.
- 3) Zum Kommissar wird bestellt COMPAGNIE LUXEMBOURGEOISE DE REVISION SARL, mit Sitz in L-8041 Strassen, 80, rue des Romains.
- 4) Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in L-1330 Luxembourg, 16, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
- 5) Der Verwaltungsrat ist befugt gemäss Artikel 60 des luxemburger Gesetzes über Handelsgesellschaften vom 10. August 1915 sowie abgeändert und ergänzt einen oder mehrere Geschäftsdirektoren zu bestimmen.
- 6) Die Dauer der Mandate der Verwaltungsratsmitglieder endet am Tage der ordentlichen Generalversammlung der Aktionäre vom Jahre 2003.
- 7) Die Dauer des Mandates des Kommissars endet am Tage der ordentlichen Generalversammlung der Aktionäre vom Jahre 2003.

Der amtierende Notar der sowohl die englische als auch die deutsche Sprache versteht erklärt dass diese Gesellschaftsgründungsurkunde auf Wunsch der Komparenten in englischer und deutscher Sprache erfasst worden ist, und dass ebenfalls auf Wunsch der Komparenten die englische Fassung dieser Gründungsurkunde massgebend ist in Anwesenheit einer Unklarheit oder eines Widerspruchs beider Fassungen.

Worüber Urkunde, geschehen und aufgenommen am Datum wie eingangs erwähnt in Esch-sur-Alzette.

Die Gründungsurkunde ist nach Vorlesung in englischer und deutscher Sprache von allen dem Notar bekannten Komparenten und vom amtierenden Notar selbst gezeichnet worden.

Gezeichnet: F. Schaffner, N. Muller.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 4 février 1998, vol. 838, fol. 71, case 10. – Reçu 20.632 francs.

Le Releveur (signé): M. Ries.

Pour copie conforme, délivrée sur demande.

Esch-sur-Alzette, le 9 février 1998.

N. Muller.

(07062/224/345) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 1998.

CROSSLINK INVESTMENT CONSULTING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 3, rue Guillaume Kroll.

R. C. Luxembourg B 56.765.

Le bilan au 31 décembre 1996, enregistré à Luxembourg, le 9 février 1998, vol. 502, fol. 94, case 6, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 1998.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 février 1998.

Signatures.

(07111/768/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 1998.

EIGER FUND, Fonds Commun de Placement.**MANAGEMENT REGULATIONS****1. Definitions**

The terms used in these management regulations shall, if not otherwise defined herein, have the meaning as defined in Article 21 hereof.

2. The Fund

EIGER FUND (hereafter referred to as the «Fund») organized under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg as a mutual investment fund (fonds commun de placement), is an unincorporated coproprietorship of the securities and other assets of the Fund, managed in the interest of its co-owners (hereafter referred to as the «Shareholders») by WARBURG DILLON READ FUND MANAGEMENT COMPANY S.A. (hereafter referred to as the «Management Company»), a company incorporated under the laws of Luxembourg and having its registered office in Luxembourg. The assets of the Fund, which are held in custody by SWISS BANK CORPORATION (LUXEMBOURG) Ltd. (hereafter referred to as the «Custodian») are segregated from those of the Management Company. By the acquisition of Shares in the Fund, any shareholder fully accepts these management regulations which determine the contractual relationship between the Shareholders, the Management Company and the Custodian.

3. The Management Company

The Fund is managed on behalf of the Shareholders by the Management Company which has its registered office in Luxembourg.

The Management Company is invested with the broadest powers to administer and manage the Fund, subject to the restrictions set forth in Article 6 hereafter, on behalf of the Shareholders, including but not limited to, the purchase, sale, subscription, exchange and receipt of Securities and the exercise of all the rights attached directly or indirectly to the assets of the Fund.

The Board of Directors of the Management Company (hereinafter the «Board of Directors») shall determine the investment policy of the Fund within the restrictions set forth in Article 6. hereafter.

The Management Company is entitled to a management fee described in Article 13. hereof.

The Board of Directors of the Management Company may appoint a general manager, administrative agents, investment managers and advisers and trading managers and advisers to implement the investment policy and administer and manage the assets of the Fund. The remuneration of such service providers will be at the Fund's charge to the extent provided in Article 13. hereof.

4. The Custodian

The Management Company shall appoint and terminate the appointment of the Custodian. SWISS BANK CORPORATION (LUXEMBOURG) Ltd., a corporation organized under the laws of Luxembourg with its head office in Luxembourg, has been appointed custodian of all the assets, including the securities and cash of the Fund, which will be held either directly or through correspondents, nominees, agents or delegates of the Custodian.

The Custodian shall assume its functions and responsibilities in accordance with Articles 16, 17(1), 17(2) a), c), d), e) and 18 of the law of March 30, 1988 on collective investment undertakings.

The Custodian may hold all assets as a fiduciary in accordance with the provisions of the grand-ducal decree of July 19, 1983 on fiduciary contracts entered into by Luxembourg banks. The Custodian may entrust banks and financial institutions with the custody of such assets and securities.

The Custodian may only dispose of the assets of the Fund and make payments to third parties on behalf of the Fund on receipt of instructions from the Management Company or its appointed agents.

Upon receipt of instructions from the Management Company or its appointed agents, the Custodian will perform all acts of disposal with respect to the assets of the Fund, provided the instructions are not in contradiction with Luxembourg law and these Management Regulations.

The Custodian is entitled to fees and reimbursement of expenses as described in Article 13. hereof.

The Custodian or the Management Company may terminate the appointment of the Custodian at any time upon three months written notice delivered by the one to the other. In the event of termination of the appointment of the Custodian, the Management Company will use its best endeavours to appoint within 2 months of such termination, a new custodian who assumes the responsibilities and functions of the Custodian under the Management Regulations. Pending the appointment of a new Custodian, the Custodian shall take all necessary steps to ensure good preservation of the interests of the Shareholders. After termination as aforesaid, the appointment of the Custodian shall continue thereafter for such period as may be necessary to the transfer of all assets of the Fund to the new Custodian.

5. The Investment Program, Letter of Credit Arrangement**I. The Investment Program****1. Overall Objective and Structure**

The Fund's objective will be to realise appreciation in the value of its assets, on a fully capital-protected basis, through exposure to a portfolio of Trading Interests managed by multiple Trading Advisers which are specialists of hedge fund strategies with diversified trading and investment strategies.

To accomplish the aforesaid objective (i) a portion of the Fund's assets (the «Liquidity Reserve») will be invested in fixed income instruments as described below and (ii) a portion of the Fund's assets will be used to purchase a call option (the «Trading Asset») on a pool of Trading Interests managed by Trading Advisers appointed by the Trading Manager.

The Trading Asset provides investors with a geared exposure to the performance achieved by underlying Trading Advisers while the purpose of the Liquidity Reserve is to secure the investment principal at maturity.

In addition, a small portion of the Fund's assets (the «Surplus Assets») will be set aside to cover the ongoing expenses of the Fund. In case where the Future Value of the Liquidity Reserve exceeds the Maximum Available Amount, the corresponding excess may be transferred to the Surplus Account to constitute Surplus Assets. In case where the amounts in the Surplus Account are not sufficient to cover the Fund's expenses, a corresponding amount of Trading Assets will be realised (by unwinding part of the Option) to fund the Surplus Account.

2. Investment of Liquidity Reserve

Assets that are not invested in Trading Assets and that are not held in the Surplus Account constitute the Liquidity Reserve and shall be invested in (1) securities issued or guaranteed as to principal and interest by the United States government or foreign governments or by agencies or instrumentalities thereof, (2) obligations issued or guaranteed by banks with total assets of at least U.S.\$ 5 billion or banks rated at least AA by S&P or by Moody's or the equivalent by a nationally recognised statistical rating organisation, (3) instruments that, in the judgement of the Trading Manager involve relatively low principal risk for the level of return, which may include commercial paper and other short-term obligations, to the extent permitted by the investment restrictions, money market funds (including «cash plus» accounts), variable amount master demand notes and mortgage-backed and receivable-backed bonds, notes or pass-through certificates, of United States entities or of foreign corporations and foreign commercial banks, (4) obligations of the International Bank for Reconstruction and Development and other supranational organisations, (5) repurchase agreements pertaining to instruments described in (1) through (4), above and (6) such other instruments permitted by the Investment Restrictions and applicable laws as the Trading Manager deems in its discretion to subject the Fund's principal to a comparably low level of risk exposure. Any portion or all of the Reserve Assets may be invested in instruments issued by branches of affiliates of SWISS BANK CORPORATION. Instruments issued by branches or affiliates of SWISS BANK CORPORATION and purchased by the Fund are generally issued on terms at least as favourable as those issued to third parties, but may not represent the most favourable terms available to the Fund through investment in instruments issued by non-affiliates.

The assets in the Surplus Account will constitute a reserve to cover the ongoing expenses of the Fund and, in case of excess of funds in the Surplus Account, these may be held in cash, invested in a similar manner as described above for the Liquidity Reserve.

3. Investment of Trading Assets - The Option

3.1. The Option

The Fund will purchase a call option from SWISS BANK CORPORATION, London, that is linked to the performance of a separate SWISS BANK CORPORATION, London Managed Account. The Managed Account (described below) is comprised of a portfolio of Trading Advisers. The option is cash-settled to the Performance Index of the Managed Account. The strike of the option is set at Par (100). The Calculation Agent for the option is SWISS BANK CORPORATION, London, and a mark-to-market valuation will be done as often as the administrator of the Managed Account produces an estimated or official Performance Index (described below). The Fund's Administration Agent will audit the calculation on a quarterly basis. The payout to the Fund at expiration is based on the final Performance Index of the Managed Account above par and the face amount of the option owned by the Fund.

If any Shareholders request repurchase of their Shares prior to the Guaranteed Repurchase Date in accordance with the procedures described under «12. Repurchase» below, part of the Option will be unwound to finance (together with withdrawals from the Liquidity Reserve) the repurchase proceeds.

The Option will further be liquidated in any case where the Fund is liquidated prior to the Guaranteed Repurchase Date.

3.2. The Managed Account and the Performance Index

Upon final pricing of the Option, SWISS BANK CORPORATION, London, will allocate funds to a separate Managed Account. The amount of this allocation is based on the appropriate hedge of the option determined by Black-Scholes theory and all relevant inputs (face, strike, volatility, etc.). At this time, the allocated amount becomes the initial net asset value of the Managed Account, and the Performance Index is set at Par (100).

The assets of the Managed Account are then managed by SBC WARBURG DILLON READ, Inc. Stamford, who will allocate the assets to Trading Advisers in an effort to achieve certain performance criteria. The Trading Manager is paid an annual management fee equal to 1.5 % of assets in the Managed Account, as well as an incentive fee equal to 15 % of any new trading gains. The administrator of the Managed Account is Swiss Bank and Trust, Cayman Islands. The administrator will produce an official Performance Index at each month-end, as well as estimates based on latest information from the Trading Advisers on a weekly basis. The fee of the administrator is 15 basis points per annum, paid quarterly based on the net asset value of the Managed Account at the end of the quarter.

The Performance Index is defined as the net asset value of the Managed Account, adjusted for any capital additions or withdrawals since the initial date, expressed as a per cent of the initial amount of the Managed Account. The net asset value shall mean the value of the assets in the Managed Account as determined by the valuation procedures of the administrator of the Managed Account, less any liabilities accruing to the Managed Account (including without limitation accrued expenses, management fees and incentive fees, if any). The additions and withdrawals of assets are determined by SWISS BANK CORPORATION London based on the dynamic hedging of the Option; these changes in the net asset value do not have a direct effect of the Performance Index.

The Managed Account may use leverage at times. The Managed Account will likely have a certain portion of its assets in cash instruments, which is managed in a way similar to the Liquidity Reserve of the Fund. At times, the Managed

Account can consist of a large percentage of cash instruments and will likely shift to 100% cash instruments (similar to those which can be held by the Fund in the Liquidity Reserve) if 1) the net asset value of the Managed Account drops below \$ 10,000,000, or 2) the Option has less than 3 months until maturity.

The Option Contract contains provisions to the effect that the Managed Account must be managed in a manner to ensure an adequate spread of investment risks by sufficient diversification.

II. Letter of Credit Arrangement

Subject to the satisfaction of certain conditions precedent, SWISS BANK CORPORATION, London Branch will issue a Letter of Credit on May 7, 1998, or such later date as may be agreed between the LC Bank and the Management Company (the «LC Issue Date»), in favour of the Custodian under which the Custodian may draw on the Guaranteed Repurchase Date (but not before or after that date) the amount equal to the shortfall, if any, between the Net Asset Value per Share of the Fund on the Guaranteed Repurchase Date and \$ 100 per Share multiplied by the number of Shares of the Fund then outstanding.

Under the LC Agreement, the LC Bank will issue the Letter of Credit (which is an irrevocable letter of credit) for a maximum of \$ 500,000,000 in favour of the Custodian as fiduciary for the Shareholders on the LC Issue Date. The Letter of Credit assures each Shareholder that there will be available on the Guaranteed Repurchase Date any shortfall between the Net Asset Value per Share on the Guaranteed Repurchase Date and \$ 100 per Share, provided that in no circumstances shall the LC Bank be liable to pay under the Letter of Credit more than the Maximum Available Amount less the Net Assets of the Fund.

The Letter of Credit will be issued in an amount which initially will be equal to \$ 100 multiplied by the number of Shares outstanding on the LC Issue Date and thereafter will be successively reduced by an amount of \$ 100 per Share repurchased prior to the Guaranteed Repurchase Date. The Letter of Credit will expire on the first to occur of (i) the Guaranteed Repurchase Date, (ii) the date all Shares have been repurchased upon request of Shareholders and (iii) the day immediately following a Notice to Terminate Trading from the LC Bank on which the Net Asset Value per Share has reached at least \$ 100 and the Management Company decides to liquidate the Fund.

The Custodian, on behalf of the Shareholders, will make a drawing under the Letter of Credit if, and only if on the Guaranteed Repurchase Date, the Net Asset Value per Share of the Fund is less than \$ 100. In such event under the terms of the Letter of Credit, the LC Bank will pay to the Custodian on the Guaranteed Repurchase Date an amount per Share equal to \$ 100 less the Net Asset Value per Share multiplied by the number of Shares outstanding on the Guaranteed Repurchase Date. Once the LC Bank has made payment under the Letter of Credit to the Custodian for the benefit of the Shareholders, it will have no further obligations or duties, including any responsibility regarding the distribution of the assets of the Fund, or those held by the Custodian, to the Shareholders. After the Guaranteed Repurchase Date the amount paid by the LC Bank under the Letter of Credit which has not been applied to repurchase requests dealt with on the Guaranteed Repurchase Date will be held for the Fund by the Custodian who will use these amounts to satisfy repurchase requests received from Shareholders until May 30, 2003 and thereafter pay to remaining Shareholders liquidation proceeds.

The Fund will be dissolved in any circumstances imposed by Luxembourg law. In the event that the Fund is dissolved in any circumstances imposed by Luxembourg law at a time when the Net Asset Value per Share is less than \$ 100 there will not be a drawing under the Letter of Credit and Shareholders will not receive the benefit of the Letter of Credit.

In consideration of the LC Bank issuing the Letter of Credit, the Management Company on behalf of the Fund has agreed that the assets of the Fund shall be pledged to the LC Bank as collateral security for the obligations of the Management Company on behalf of the Fund under the LC Agreement. Among these obligations, the Management Company on behalf of the Fund is obliged to reimburse the LC Bank for any drawing under the Letter of Credit out of the assets of the Fund, provided that the LC Bank will subordinate its claim under these arrangements to the right of the Custodian acting on behalf of the Shareholders to receive \$ 100 per Share on the Guaranteed Repurchase Date.

6. Investment Restrictions

While managing the assets of the Fund, the Management Company, or its appointed agents, shall comply with the following restrictions:

(i) The Management Company will not borrow, on behalf of the Fund, in excess of 10 % of the Net Assets of the Fund and any such borrowings shall only be made on a temporary basis.

(ii) The Management Company may not invest, on behalf of the Fund, in the securities of any one issuer, if the value of the holdings of the Fund in the securities of such issuer exceeds 10 % of the Fund's Net Assets, except that such restriction shall not apply to securities issued or guaranteed by the Government of any country which is a member of the OECD or their local authorities or public international bodies with EU, regional or world-wide scope. The aforesaid limit of 10% shall be raised to 30% in respect of debt securities issued by first class financial institutions.

(iii) The Management Company may not invest, on behalf of the Fund, in the securities of any single issuer if the Fund owns more than 10 % of the securities of the same kind issued by such issuer and, together with other funds, which are managed by the Management Company, more than 15% of the shares of the same kind issued by such issuer, except that such restriction shall not apply to securities issued or guaranteed by the Government of any country which is a member of OECD or their local authorities or public international bodies with EU, regional or world-wide scope.

(iv) The Management Company may not make, on behalf of the Fund and on behalf of other funds managed by the Management Company, investments for the purpose of exercising control or management.

(v) The Management Company may not purchase, on behalf of the Fund, any securities on margin (except that the Management Company may obtain such short-term credit as may be necessary for the clearance of purchases and sales of portfolio securities) or make short sales of securities or maintain a short position, except that it may make initial and maintenance margin deposits in respect of futures and forward contracts (and options thereon).

(vi) The Management Company may not, on behalf of the Fund, purchase or sell real estate, provided that the Management Company may, on behalf of the Fund, invest in securities secured by real estate or interests therein or issued by companies which invest in real estate or interests therein.

(vii) The Management Company may not make, on behalf of the Fund, loans to any person provided that for the purposes of this restriction the acquisition of bonds, debentures, or other corporate debt securities and investment in Government bonds, short-term commercial paper, certificates of deposit and bankers' acceptances shall not be deemed to be the making of a loan.

(viii) The Management Company may not invest, on behalf of the Fund, more than 10% of the Fund's Net Assets in securities which are not traded on an official stock exchange or on a regulated market except that such restriction shall not apply to (i) securities issued or guaranteed by the Government of any country which is a member of OECD or their local authorities or public international bodies with EU, regional or world-wide scope and (ii) liquid transferable certificates of deposits which are issued by first class financial institutions.

(ix) The Management Company may not, on behalf of the Fund, underwrite securities of other issuers.

(x) The Management Company may not invest, on behalf of the Fund, the assets of the Fund in securities of other investment companies or trusts if such investment causes the value of the holdings of the Fund in the securities of such investment companies or trusts to exceed 10% of the Fund's Net Assets. Investments shall only be made in investment companies or trusts having a similar investment policy to the Fund. Further, if any investment is made in investment companies or trusts having the same promoter as the Fund, no issue commission or other acquisition fee and no management or advisory fee may be charged on the assets of the Fund so invested.

(xi) The Management Company may, on behalf of the Fund, for the purpose of hedging currency risks, have commitments in outstanding forward currency contracts or enter into currency swaps, for amounts not exceeding, respectively, the aggregate value of securities and other assets (other than Trading Interests) held by the Fund denominated in the currency to be hedged, provided however that the Management Company may also purchase the currency concerned through a cross transaction (entered into through the same counterpart) should the cost thereof be more advantageous to the Fund. The Management Company may enter into these currency forward contracts or swap arrangements with highly rated financial institutions.

Except by the acquisition of debt securities, the Management Company may not grant loans or act as guarantor on behalf of third parties.

The Management Company need not comply with the investment limit percentages above when exercising subscription rights attaching to securities which form part of the Fund's assets.

If such percentages are exceeded for reasons beyond the control of the Management Company or as a result of the exercise of subscription rights, the Management Company must adopt as a priority objective for its sales transactions the remedying of that situation, taking due account of the interests of the Fund's Shareholders.

The Management Company shall, on behalf of the Fund, not sell, purchase or loan securities except the Shares of the Fund, or receive loans, to or from (a) the Management Company, (b) its affiliated companies, (c) any director of the Management Company or its affiliated companies or (d) any major shareholder thereof (meaning a shareholder who holds, on his own account whether in his own or other name (as well as a nominee's name), 10% or more of the total issued outstanding Shares of such a company) acting as principal or for their own account unless the transaction is made within the restrictions set forth in the Management Regulations, and, either (i) at a price determined by current publicly available quotations, or (ii) at competitive prices or interest rates prevailing from time to time, on internationally recognized securities markets or internationally recognized money markets.

Not more than 30% of the Net Assets will initially be used to purchase the Option.

The Management Company may from time to time impose further investment restrictions as shall be compatible with or in the interest of the Shareholders, in order to comply with the laws and regulations of the countries where the Shares of the Fund are placed.

7. Restrictions of Ownership

The Management Company and the Distributors and any sub-distributors shall comply, with respect to the issuing of Shares, with the laws and regulations of the countries where the Shares are offered. The Management Company may, at its discretion, limit the issue of Shares at any time to persons or corporate bodies resident or established in certain countries or territories. The Management Company may prohibit certain persons or corporate bodies from acquiring Shares, if such a measure is necessary for the protection of the Shareholders as a whole and the Fund.

The Management Company may:

(a) reject at its discretion any application for purchase of Shares:

(b) repurchase at any time the Shares held by Shareholders who are excluded from purchasing or holding Shares.

More specifically:

a) The Management Company will not promote the sale of the Fund's Shares to the public within the European Union, or any part of it.

b) None of the Shares is registered under the United States Securities Act of 1933, as amended (the «1933 Act»). The Shares are prohibited from being offered, sold or transferred, directly or indirectly, in the United States of America or any of its territories or possessions or areas subject to its jurisdiction including the Commonwealth of Puerto Rico or an enclave of the United States government, its agencies or instrumentalities (the «United States»), or to any citizen or resident thereof (including any corporation, partnership or other entity created or organized in or under the laws of the United States or any political subdivision thereof or which has its principal place of business in the United States), or any estate or trust, other than an estate or trust the income of which from sources outside the United States (which is not effectively connected with the conduct of a trade or business within the United States) is not included in gross income

for the purposes of computing United States federal income tax, or an entity organized principally for passive investment, such as a commodity pool, investment company, or other similar entity (other than a pension plan for the employees, officers, or principals of an entity organized, and with its principal place of business located, outside of the United States), either (i) in which United States persons hold units of participation representing in the aggregate 10 % or more of the beneficial interest in the entity, or (ii) which has as a principal purpose the facilitating of investment by a United States person in a commodity pool with respect to which the operator thereof is exempt from certain requirements of Part 4 of the regulations of the United States Commodity Futures Trading Commission by virtue of its participants being non-United States persons («U.S. Person»).

For the purpose of preventing the beneficial ownership of Shares in the Fund by any U.S. Person, as defined above, the Management Company or its agent shall:

(a) decline to issue any Shares and decline to register any transfer of a Share, where it appears to it that such registry or transfer would or might result in beneficial ownership of such Shares by a U.S. Person; and

(b) at any time require any person whose name is entered in, or any person seeking to register the transfer of Shares on, the Register of Shareholders to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder's Shares rests in a U.S. Person, or whether such registry will result in beneficial ownership of such Shares by a U.S. Person; and

(c) where it appears to the Management Company that any U.S. Person either alone or in conjunction with any other person in a beneficial owner of Shares, compulsory repurchase or cause to be repurchased from any such shareholder all Shares held by such shareholder, in the following manner:

1) The Management Company shall serve a notice (hereinafter called the «purchase notice») upon the shareholder appearing in the Register of Shareholders as the owner of the Shares to be purchased, specifying the Shares to be purchased as aforesaid, the price to be paid for such Shares, and the place at which the purchase price in respect of such Shares is payable. Any such notice may be served upon such shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Fund. The said shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Management Company the share certificate or certificates, if any, representing the Shares specified in the purchase notice. Immediately after the close of business on the date specified in the purchase notice, such shareholder shall cease to be the owner of the Shares specified in such notice and his name shall be removed from the registration of such Shares in the Register of Shareholders.

2) The price at which the Shares specified in any purchase notice shall be purchased (herein called «the purchase price») shall be an amount equal to the Net Asset Value per share determined in accordance with article 9 hereof as at the date specified in the purchase notice.

3) Payment of the purchase price will be made to the owner of such Shares in United States dollars, except during periods of United States dollars exchange restrictions, and will be deposited by the Management Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the purchase notice) for payment to such owner upon surrender of the share certificate or certificates, if any, representing the Shares specified in such notice. Upon deposit of such price as aforesaid no person interested in the Shares specified in such purchase notice shall have any further interest in such Shares or any of them, or any claim against the Fund or its assets in respect thereof except the right of the shareholder appearing as the owner thereof to receive the price so deposited (without interest) from such bank upon effective surrender of the share certificate or certificates as aforesaid.

8. Issue of Shares

From April 16, 1998 to April 22, 1998, Shares will be issued at the issue price of \$ 100 per Share, plus a sales charge (exclusive of the consumption or other taxes, if any) not to exceed 2.75% of the issue price payable to intermediaries. The subscription price for the initial offering must have been received by the Custodian on behalf of the Fund on April 30, 1998, at the latest. The Management Company may limit the offering to a maximum number of Shares which it may determine and subscriptions will be accepted on a first come - first served basis.

No Shares will be issued after April 22, 1998.

9. Form of Shares, Share Certificates

All Shares shall be of the same class. The Management Company shall issue Shares in registered form only.

Share certificates shall carry the signatures of the Management Company and the Custodian, both of which may be in facsimile. In the absence of a request for certificates investors will be deemed to have requested that no certificate be issued in respect of their Shares and a confirmation will be delivered instead.

Certificates for Shares or confirmations shall be delivered by the Management Company provided the payment for the Shares shall have been received by the Custodian.

Share certificates or confirmation statements will be available to subscribers or their banks at the offices of the Management Company not later than 15 Business Days after the end of the initial offering period.

10. Determination of Net Assets

The Net Assets of the Fund, expressed in U.S. dollars, will be determined by the Management Company, or its appointed agents, as of each Valuation Date by deducting from the value of the assets of the Fund the liabilities of the Fund (including any provisions considered by the Management Company to be necessary or prudent). To the extent feasible, investment income, interest payable, fees and other liabilities (including management and other fees) will be accrued.

The Net Asset Value per Share is computed on each Valuation Date by dividing the Net Assets by the number of Shares outstanding and by rounding the resulting sum to the nearest cent.

I. Assets shall be deemed to comprise:

- (a) all securities, cash on hand, on loan or on deposit, including any interest accrued thereon,
- (b) all bills, demand notes, promissory notes and accounts receivable,
- (c) all interest accrued on any interest-bearing instruments (except interest which is included in the quoted price),
- (d) the unamortized portion of the organizational and offering expenses, and
- (e) all other property of every kind and nature, including prepaid expenses as defined from time to time by the Management Company;

and unless the Management Company in any particular case or generally, determines otherwise, when the current price of a security is quoted «ex» dividend, interest or other payment but such dividend, interest or other payment is payable to the Fund and has not been received, the amount of such dividend, interest or other payment shall be taken into account in determining assets.

II. The assets of the Fund will be valued as follows:

(a) Securities listed on a stock exchange or traded on any other regulated market will be valued at the last available price on such stock exchange or market. If a security is listed on several stock exchanges or markets, the last available price at the stock exchange or market which constitutes the main market for such securities, will be determining;

(b) Securities not listed on any stock exchange or traded on any regulated market will be valued at their last available market price;

(c) Securities for which no price quotation is available or for which the price referred to in (a) and/or (b) is not representative of the fair market value, will be valued prudently, and in good faith on the basis of their reasonable foreseeable sales prices;

(d) The value of any cash on hand, on loan or on deposit, bills, demand notes, promissory notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends, interest and such other payments shall be deemed to be the full amount thereof (less any applicable with holding tax) unless the Management Company shall have determined that any such asset is not worth the full amount thereof in which event the value thereof shall be deemed to be such value as the Management Company shall deem to be the reasonable value thereof.

(e) In relation to any asset (or liability) the value of such assets or liability shall be the amount which the Management Company determines represents the fair value thereof as determined in accordance with Luxembourg generally accepted accounting principles or otherwise determined in good faith;

(f) The Option will be valued under the control and the responsibility of the Management Company. The valuation will be checked by the Auditor of the Fund.

III. Liabilities of the Fund shall be deemed to comprise:

(a) all bills and accounts payable;

(b) all administrative expenses payable and/or accrued;

(c) all contractual obligations for the payment of money or the acquisition of property;

(d) each distribution to Shareholders and Share repurchase proceeds which is due and payable until paid by the Fund;

(e) if the Fund has sold or granted a call or put option the final date for the exercise of which has not passed, there shall be taken into account as a liability the amount that would be required to repurchase the option and close the position on the relevant Valuation Date;

(f) all provisions authorized or approved by the Management Company for taxes or contingencies; and

(g) all other liabilities of the Fund of whatsoever kind and nature.

IV. Subject to the foregoing, any amount expressed in currencies other than U.S. dollars shall be converted to U.S. dollars at such exchange rate as the Management Company may consider appropriate having regard to prevailing exchange rates.

The Fund's income and expenses (including fees but excluding preliminary expenses not yet charged) will be determined on an accrual and/or reasonable estimated basis.

The Management Company, in its discretion, may permit some other method of valuation to be used if it is considered that such valuation better reflects the fair value of any asset.

In the case of any asset for which price quotations are not available, or for which price quotations appear inaccurate, the fair value shall be determined in such manner as the Management Company shall decide.

11. Suspension of Determination of Net Assets

The Management Company may temporarily suspend determination of the Net Assets and in consequence the repurchase of Shares in any of the following events:

- when one or more Stock Exchanges or markets, which provide the basis for valuing a substantial portion of the assets of the Fund, or when one or more foreign exchange markets in the currency in which a substantial portion of the assets of the Fund are denominated, are closed otherwise than for ordinary holidays or if dealings therein are restricted or suspended;

- when, as a result of political, economic, military or monetary events or any circumstances outside the responsibility and the control of the Management Company, disposal of the assets of the Fund is not reasonably or normally practicable without being seriously detrimental to the interests of the Shareholders;

- in the case of a breakdown in the normal means of communication used for the valuation of any investment of the Fund or if for any reason, the value of any asset of the Fund may not be determined as rapidly and accurately as required;

- if, as a result of exchange restrictions or other restrictions affecting the transfer of funds, transactions on behalf of the Fund are rendered impracticable or if purchases and sales of the Fund's assets cannot be effected at normal rates of exchange.

Any such suspension will be notified to those Shareholders who have applied for repurchase and shall be published in the manner described under Article 17. hereafter if in the opinion of the Management Company such suspension is likely to exceed two weeks.

12. Repurchase

Shares may not be repurchased before the last Business Day in May, 1999 provided that Shares may be repurchased on May 6, 1998. Repurchase requests for May 6, 1998 must be made on May 1, 1998.

Following May 6, 1998, repurchase of Shares from the Shareholders shall be made on and after the last Business Day in May 1999 on a quarterly basis in on the last Business Day in February, May, August and November subject to one month prior notice as described hereafter.

The repurchase price will be equal to the Net Asset Value per Share determined as of the relevant Business Day provided that the request for repurchase is received by the Management Company on the last Business Day of the month preceding the applicable Business Day. Any repurchase request must be accompanied by the relevant Share certificates (if issued). The repurchase must be made in a minimum of 10 Shares and if a shareholder would hold, as a result of a repurchase request, less than 10 Shares, he is deemed to have requested repurchase of all of his Shares.

Notwithstanding the above, after April 30, 2003 Shareholders may request repurchase of their Shares as of any Business Day. The repurchase price will be equal to the Net Asset Value per Share determined as of a Business Day provided that the request for repurchase is received by the Management Company prior to 2.00 p.m. Luxembourg time, on that Business Day.

No repurchase fee will be charged.

The Management Company shall ensure that an appropriate level of liquidity is maintained in the Fund, so that under normal circumstances repurchase of the Shares of the Fund may be made promptly upon request by Shareholders. Payment of the repurchase price shall be made in United States Dollars not later than 8 Business Days after the relevant Business Day and subject to receipt of the share certificate (if issued).

The Custodian must make payment only if no statutory provisions, such as exchange control regulations or other circumstances outside the control of the Custodian, prohibit the transfer of the payment of the repurchase price to the country where repurchase was applied for.

Shares repurchased, upon request of Shareholders, prior to the Guaranteed Repurchase Date, will not have any benefit of the Letter of Credit arrangement described in Article 5.3. above.

13. Charges of the Fund

Management Company Fee

The Management Company is entitled to a management fee payable, out of the assets of the Fund, at the end of each year in a fixed amount of 10,000.- US\$.

Agent Securities Company Fee

The Agent Securities Company is entitled to a fee equivalent to 1% of the total subscription proceeds after deduction of the repurchase proceeds of the Shares repurchased on May 6, 1998. Such fee will be paid in 6 equal instalments, where the first instalment will be paid on May 7th, 1998 and the five remaining instalments at each month-end, starting at May, 1998 month-end.

Custodian and Administration Fee

The Custodian shall be entitled to receive out of the assets of the Fund a Custodian Fee payable monthly at a per annum rate of 0.03 % of the average Net Assets during the relevant month.

In addition, any reasonable disbursements and out-of-pocket expenses (including without limitation telephone, telex, cable and postage expenses) incurred by the Custodian, and any custody charges of banks and financial institutions to whom custody of assets of the Fund is entrusted, will be borne by the Fund.

The Administration Agent shall be entitled to receive out of the assets of the Fund a fee payable monthly equal to the sum of each of the percentages listed in the right column below multiplied by the corresponding portion of the average Net Assets during the relevant month listed in the left column:

US\$ 0 through US\$ 50 million	0.05 % p.a.
US\$ 50 million through US\$ 100 million	0.03 % p.a.
in excess of US\$ 100 million	0.02 % p.a.

with a minimum of US\$ 50,000.- per year.

Distributors Fee

Each Distributor in Japan will receive, out of the assets of the Fund, a Distributor Fee payable semi-annually in arrears, at an annual rate of 1.0 % for the first accounting year, and 0.75 % for the following accounting years, of the average month-end Net Assets of the Fund during such semi-annual period attributable to the Shares distributed by the Distributor and outstanding after giving effect to repurchases of shares effected at such half year end provided that the amount corresponding to 0.25% for the first accounting year will be paid May 7, 1999.

The Distributors in Japan will be paid, in addition, in respect of the Shares distributed by each of them and outstanding after giving effect to repurchases of Shares effected at such half year end, an incentive fee of 10 % on any increase of the Net Asset Value per Share above the greatest of (i) 108 US\$ and (ii) the highest average Net Asset Value per Share during any previous semi-annual period provided that the maximum fee payable shall be at a rate of 1.5 % per annum calculated in accordance with the provisions of the preceding paragraph.

Letter of Credit Fees

The Management Company shall further pay, out of the assets of the Fund to the LC Bank a fee of 0.02 % of the Maximum Available Amount on the date on which the Letter of Credit is issued. Such fee is payable on the Business Day following the day on which the Letter of Credit is issued.

Other Expenses

The other costs charged to the Fund are:

- all taxes which may be due on the assets and the income of the Fund;
- usual banking fees due on transactions involving securities held in the portfolio of the Fund (such fees to be included in the acquisition price and to be deducted from the selling price);
- the remuneration and out-of-pocket expenses of the Registrar, Transfer Agent and Administrative Agent;
- legal expenses incurred by the Management Company or the Custodian while acting in the interests of the Shareholders;
- the cost of printing certificates; the cost of preparing, and/or filing and printing of the Management Regulations and all other documents concerning the Fund, including registration statements and prospectuses with all authorities (including local securities dealers' associations) having jurisdiction over the Fund or the offering of Shares of the Fund; the cost of preparing, in such languages as are necessary for the benefit of the Shareholders, including the beneficial holders of the Shares, and distributing annual and semi-annual reports and such other reports or documents as may be required under the applicable laws or regulations of the above-cited authorities; the cost of accounting, bookkeeping and calculating the net asset value; the cost of preparing and distributing public notices to the shareholders; lawyers' and auditor's fees; all similar administrative charges, except all advertising expenses and other expenses directly incurred in offering or distributing the Shares.

All recurring charges will be charged first against income, then against capital gains and then against assets. Other charges may be amortized over a period not exceeding three years.

The costs and expenses of the formation of the Fund and the issue of its Shares, including the fees and expenses of legal counsel for the Management Company, the Trading Manager and the LC Bank, will be borne by the Fund and amortized over a period not exceeding five years.

14. Accounting Year, Audit

The accounts of the Fund are closed each year on May 31, and for the first time on May 31, 1999.

The accounts of the Management Company will be audited by auditors appointed by the Management Company.

The Management Company shall also appoint an auditor who shall, with respect to the assets of the Fund, carry out the duties prescribed by the law of March 30, 1988 regarding collective investment undertakings.

15. Dividends

The Management Company does not intend to declare any dividends.

16. Amendment of the Management Regulations

The Management Company may, upon approval of the Custodian, amend these Management Regulations in whole or in part at any time.

Amendments will become effective five days after their publication in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations of Luxembourg.

17. Publications

The Net Assets and the repurchase price per share will be available in Luxembourg at the registered office of the Management Company and the Custodian.

The audited annual report and the unaudited semi-annual report of the Fund are made available to the Shareholders at the registered offices of the Management Company and the Custodian.

Any amendments to these Management Regulations will be published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations of Luxembourg.

The amendments and any notices to Shareholders may also be published, as the Management Company may decide, in newspapers of countries where the Shares of the Fund are offered and sold.

18. Duration of the Fund, Liquidation

The Fund has been established for a period expiring on May 30, 2003.

The Fund may be extended for a further period by mutual agreement between the Management Company and the Custodian. The Fund will not be extended unless at the Guaranteed Repurchase Date the Net Asset Value per Share equals or exceeds \$ 100. The guarantee provided under the Letter of Credit expires on April 30, 2003 and will not be applicable in case of extension of the Fund. In the case of extension of the life of the Fund, Shareholders will receive one month prior notice together with adequate information on the proposed investment policy of the Fund comprising, if appropriate, a possible change of name.

The Fund will be dissolved in any circumstances imposed by Luxembourg law. In the event that the Fund is dissolved in any circumstances imposed by Luxembourg law at a time when the Net Asset Value per Share is less than \$ 100 there will not be a drawing under the Letter of Credit and Shareholders will not receive the benefit of the Letter of Credit.

Any notice of dissolution will be published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations of Luxembourg and in at least three newspapers with appropriate distribution, at least one of which must be a Luxembourg newspaper, to be determined jointly by the Management Company and the Custodian.

Repurchase of Shares will cease at the time of the decision or event leading to the dissolution.

The Management Company will realize the assets of the Fund in the best interests of the Shareholders and the Custodian, upon instructions given by the Management Company, will distribute the net proceeds of the liquidation (after deducting all liquidation expenses) amongst the Shareholders in proportion to the Shares held by each of them.

As provided by Luxembourg law the proceeds of liquidation corresponding to Shares not surrendered for repayment at the close of liquidation will be kept in safe custody with the Luxembourg «Caisse des Consignations» until the prescription period has elapsed.

The liquidation or the partition of the Fund may not be requested by a shareholder, nor by his heirs or beneficiaries.

19. Statute of Limitation

The claims of the Shareholders against the Management Company or the Custodian will lapse five years after the date of the event which gave rise to such claims.

20. Applicable Law, Jurisdiction and Governing Language

These Management Regulations are governed by the laws of Luxembourg and any disputes arising between the Shareholders, the Management Company and the Custodian shall be settled according to Luxembourg law and subject to the jurisdiction of the District Court of Luxembourg, provided, however, that the Management Company and the Custodian may subject themselves and the Fund to the jurisdiction of courts of the countries, in which the Shares of the Fund are offered and sold, with respect to claims by investors resident in such countries and, with respect to matters relating to subscriptions and repurchases by Shareholders resident in such countries, to the laws of such countries.

English shall be the governing language for these Management Regulations.

21. Definitions

Administrative Agent	SBC KeyFUNDS SERVICES (LUXEMBOURG) S.A. as Registrar, Transfer Agent and Administrative Agent of the Fund.
Agent Securities Company	SBC WARBURG JAPAN, Limited, Tokyo Branch.
Business Day	A day, other than a Saturday or Sunday, on which banks are open for business in Luxembourg, London, Cayman Island and New York and securities companies are open for business in Japan.
Custodian	SWISS BANK CORPORATION (LUXEMBOURG) Ltd.
Distributors in Japan	The distributors in Japan appointed by the Management Company.
EU	The European Union.
Fund	EIGER FUND, a mutual investment fund («fonds commun de placement») organized under the laws of Luxembourg.
Futures	Futures and options contracts traded on or subject to the rules of a regulated futures exchange and spot, swaps, forward and option contracts in currencies traded off-exchange in the inter-bank market.
Future Value	With respect to any amount, the future value of such amount on such day calculated for the period from such day to April 30, 2003 and at an interest rate equal to the weighted average of (i) the rate for a combination of US Dollar Treasury Strips with maturity as the Letter of Credit quoted in the Wall Street Journal, European Edition, as of the previous Business Day and (ii) the average interest rate applicable to the Liquidity Reserve Account.
Guaranteed Repurchase Date	April 30, 2003.
Investment Restrictions	The Investment Restrictions contained in the Management Regulations of the Fund and set out under «Management Regulations and Investment Restrictions» herein.
LC Agreement	The Letter of Credit Agreement entered into among the Management Company, on behalf of the Fund, the Custodian and the LC Bank pursuant to which the LC Bank will issue the Letter of Credit.
LC Bank	SWISS BANK CORPORATION, London Branch.
Letter of Credit	The Letter of Credit to be issued by the LC Bank.
Liquidity Reserve Account	The assets of the Fund deposited in the Liquidity Reserve Account.
Liquidity Reserve Account	The account(s) established for the Fund for the purpose of conducting cash management of the Liquidity Reserve under the direction of the Trading Manager.
Management Company	WARBURG DILLON READ FUND MANAGEMENT COMPANY S.A.
Management Regulations	These Management Regulations drawn up by the Management Company, and approved by the Custodian, which regulates the operations of the Fund and which, by law, is deemed accepted by the Shareholders of the Fund by the acquisition of Shares.
Managed Account Maximum Available Amount	The managed account as determined under «5.I. The Investment Program».
Net Assets	\$ 100 multiplied by the number of Shares of the Fund in issue from time to time.
	Assets less liabilities of the Fund as determined under «10. Determination of the Net Assets».

Net Asset Value per Share	As of any date, the Net Assets of the Fund divided by the number of Shares then outstanding.
OECD	The Organization for Economic Cooperation and Development.
Option	The call option acquired by the Fund as described under «5.I. The Investment Program».
Option Counterparty	SWISS BANK CORPORATION, London Branch.
Performance Index	The Performance Index as determined under «5.I. The Investment Program».
Prospectus	The Offering Prospectus of the Fund.
Securities	All equity, and debt securities and any other type of financial instrument, including, but not limited to repurchase and reverse repurchase agreements in which the Fund's assets may be invested.
Share	A unit of ownership interest in the Fund.
Shareholder	A co-owner of the Fund whose interest in the Fund is represented by one or several Shares.
Surplus Account	The account established for the Fund for the purpose of holding all assets of the Fund, other than the Liquidity Reserve and other than the Option, and which can be used to meet Fund expenses.
Surplus Assets	The assets of the Fund deposited in the Surplus Account.
Trading Advisor	A trading advisor to the Managed Account.
Trading Assets	The assets of the Fund other than the assets of the Fund held in the Liquidity Reserve Account and the Surplus Account, being the Option.
Trading Interests	Futures and Securities, collectively.
Trading Manager	SBC WARBURG DILLON READ Inc. Stamford, acting as trading manager in respect of the Trading Assets of the Fund, as manager for the Liquidity Reserve Account and the Surplus Account, and as manager of the assets of the Managed Account.
Trading Manager Agreement	The agreement to be entered into among the Management Company, the Trading Manager pursuant to which the Trading Manager will act as manager for the Fund.
U.S. dollar or \$	The lawful currency of the United States of America.
U.S. Person	As described under «7. Restrictions on Ownership of Shares».
Valuation Date	May 6, 1998 and thereafter, the last Business Day in each week, the last Business Day in each month and after April 30, 2003, each Business Day.

These Management Regulations, originally executed on March 20, 1998 and amended on April 9, 1998 to the present form, will become effective on April 16, 1998.

Luxembourg, April 9, 1998.

WARBURG DILLON READ FUND MANAGEMENT
COMPANY S.A.
as Management Company
Signature

SWISS BANK CORPORATION
(LUXEMBOURG) Ltd.
as Custodian
Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 17 avril 1998, vol. 506, fol. 23, case 5. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(15788/260/644) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 avril 1998.

FUNDAMENTUM ASSET MANAGEMENT S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 48-50, rue Charles Martel.

STATUTS

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-huit, le trois avril.

Par-devant Maître Edmond Schroeder, notaire de résidence à Mersch.

Ont comparu:

1) CAISSE CENTRALE RAIFFEISEN, société coopérative, dont le siège social est établi à L-2449 Luxembourg, 28, boulevard Royal, représentée par Monsieur Alphonse Sinnes et Monsieur Armand Weis.

2) Edward Hendrik Vermeer, demeurant à L-7346 Steinsel, 3, an der Wollefskaul, Asset Manager.

Lesquels comparants tels que représentés ont déclaré constituer entre eux une société anonyme dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

Chapitre 1^{er}: Constitution - Dénomination - Siège - Objet - Durée

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées une société anonyme sous la dénomination FUNDAMENTUM ASSET MANAGEMENT S.A.

Art. 2. Le siège social est établi à Luxembourg.

Le siège social peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision du conseil d'administration.

Le conseil d'administration peut établir des succursales ou bureaux aussi bien au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée avec ce siège se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège social, restera luxembourgeoise. Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'un des organes exécutifs de la société ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.

Art. 3. La société a pour objet de prêter des services de toute nature de gérant de fortunes au sens de l'article 26 de la loi du 5 avril 1993 modifiée sur le secteur financier.

Elle peut accomplir toutes opérations généralement quelconques, commerciales, financières, mobilières ou immobilières, se rapportant directement ou indirectement à son objet et toutes opérations qu'elle jugera utiles à la réalisation et au développement de son objet social.

Art. 4. La société est constituée pour une durée illimitée.

Chapitre II: Capital social - Actions

Art. 5. Le capital souscrit est fixé à 25.000.000,- de francs luxembourgeois représenté par 25.000 actions de 1.000,- (mille) francs luxembourgeois chacune.

Art. 6. Le capital social peut être augmenté ou réduit, en une ou plusieurs fois, par l'assemblée générale délibérant aux conditions requises pour les modifications des statuts et conformément aux dispositions de la loi.

Les nouvelles actions à souscrire en numéraire sont offertes par préférence aux actionnaires, proportionnellement à la partie du capital que représentent leurs actions. L'assemblée générale fixe le délai de l'exercice du droit de préférence. Elle confère au conseil d'administration tous pouvoirs aux fins d'exécuter les décisions prises et de fixer les conditions de l'exercice du droit de préférence.

Toutefois, par dérogation à ce qui précède, l'assemblée générale peut limiter ou supprimer le droit de souscription préférentielle ou autoriser le conseil d'administration à le faire.

Art. 7. Les actions sont nominatives.

La propriété de l'action nominative s'établit par une inscription sur le registre prescrit par la loi. Des certificats constatant ces inscriptions peuvent être délivrés aux actionnaires à leur demande.

La cession d'actions à un tiers est soumise à l'agrément préalable du conseil d'administration et au droit de préemption des autres actionnaires, suivant la procédure qui suit.

L'actionnaire qui entend céder tout ou partie de ses actions à un cessionnaire potentiel doit en informer le conseil d'administration au moyen d'un avis de cession qui indique le nombre d'actions qu'il entend céder, les coordonnées du cessionnaire potentiel ainsi que le prix de vente proposé.

Le conseil d'administration dispose d'un délai de 8 jours à partir de la réception de l'avis de cession pour faire part au cédant de sa position sur la cession proposée.

Si le conseil d'administration donne son agrément à la cession, il communique sa décision au cédant et aux autres actionnaires qui disposent d'un délai de 8 jours à partir de la communication de la décision du conseil d'administration pour notifier au conseil d'administration et au cédant l'exercice de leur droit de préemption, en tout ou en partie, pour le prix fixé dans l'avis de cession. Ce droit s'exerce proportionnellement au nombre d'actions possédées par chacun des actionnaires.

A défaut de notification de l'exercice d'un droit de préemption endéans le délai imparti, la cession peut avoir lieu comme convenu entre le cédant et le cessionnaire. Dans le cas où la société compte plus de deux actionnaires et où un seul actionnaire exerce son droit de préemption, le cédant peut soit céder le surplus des actions comme convenu entre le cédant et le cessionnaire soit renoncer à la cession.

Si le conseil d'administration refuse son agrément à la cession, il lui incombe de proposer un autre cessionnaire pour cette cession endéans un délai de 8 jours à partir de la communication de sa décision. A défaut d'une telle proposition endéans le délai imparti, la cession peut avoir lieu comme convenu entre le cédant et le cessionnaire.

Si le conseil d'administration ne communique pas sa position quant à la cession proposée endéans le délai de 8 jours qui lui est imparti, les autres actionnaires disposent d'un délai de 8 jours pour notifier au conseil d'administration et au cédant l'exercice de leur droit de préemption, en tout ou en partie, pour le prix fixé dans l'avis de cession. Ce droit s'exerce proportionnellement au nombre d'actions possédées par chacun des actionnaires.

A défaut de notification de l'exercice d'un droit de préemption endéans le délai imparti, la cession peut avoir lieu comme convenu entre le cédant et le cessionnaire. Dans le cas où la société compte plus de deux actionnaires et où un seul actionnaire exerce son droit de préemption, le cédant peut soit céder le surplus des actions comme convenu entre le cédant et le cessionnaire soit renoncer à la cession.

Art. 8. Droits et obligations attachés aux actions

Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions de l'assemblée générale.

Chapitre III: Administration - Direction - Représentation

Art. 9. La société est administrée par un conseil d'administration de trois administrateurs au moins nommés pour six ans au plus par l'assemblée générale des actionnaires. Une personne morale peut être nommée administrateur.

Les administrateurs sont toujours rééligibles et révocables par l'assemblée générale.

Le mandat des administrateurs sortants non réélus cesse immédiatement après l'assemblée générale ordinaire de l'année au cours de laquelle il vient à expiration.

Art. 10. En cas de vacance d'une place d'administrateur il peut être pourvu provisoirement au remplacement dans les conditions prévues par la loi. Dans ce cas l'assemblée générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.

Tout administrateur désigné dans les conditions ci-dessus n'est nommé que pour le temps nécessaire à l'achèvement du mandat de l'administrateur qu'il remplace.

Art. 11. Le conseil d'administration élit un président parmi ses membres.

En l'absence du président à une réunion du conseil d'administration, le président de la séance est désigné par les membres présents.

Art. 12. Le conseil d'administration se réunit sous la présidence de son président ou, en cas d'empêchement de celui-ci, de celui qui le remplace.

Il doit être convoqué chaque fois que l'intérêt de la société l'exige, et chaque fois que deux administrateurs au moins le demandent. Les réunions se tiennent au lieu indiqué dans les convocations.

Art. 13. Le conseil d'administration ne peut délibérer et statuer valablement que si la moitié au moins de ses membres est présente ou représentée.

Tout administrateur empêché ou absent peut donner par écrit, par télégramme, par télex ou par télécopie à un de ses collègues du conseil mandat pour le représenter à une réunion déterminée du conseil et y voter en son lieu et place. Le délégant sera, dans ce cas, au point de vue du vote, réputé présent.

En cas d'urgence le conseil d'administration peut adopter des résolutions par vote circulaire exprimé par écrit, par télégramme, par télex ou par télécopie. Cette décision est documentée dans un seul écrit ou dans plusieurs écrits qui, réunis, font preuve de la décision.

Toute décision du conseil est prise à la simple majorité des votants. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Si dans une séance du conseil réunissant le quorum requis pour délibérer valablement, un ou plusieurs administrateurs s'abstiennent, les résolutions sont valablement prises à la majorité des autres membres présents ou représentés.

Art. 14. Les délibérations du conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux signés par deux administrateurs. Les mandats ainsi que les avis et votes donnés par écrit, par télégramme, par télex ou par télécopie, y sont annexés.

Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs sont signés par deux administrateurs ou par les personnes déléguées à la gestion journalière.

Art. 15. L'assemblée générale peut allouer aux administrateurs une rémunération fixe ou des jetons de présence ou leur accorder le remboursement forfaitaire de leurs frais de voyage ou autres à charge des frais généraux.

Le conseil d'administration est autorisé à accorder aux administrateurs chargés de fonctions ou missions spéciales des indemnités à prélever sur les frais généraux.

Art. 16. Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social, à l'exception de ceux que la loi réserve à l'assemblée générale.

Art. 17. Le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à une ou plusieurs personnes. Il nomme et révoque les délégués à cette gestion qui sont choisis dans ou hors de son sein, fixe leur rémunération et détermine leurs attributions.

La délégation à un membre du conseil d'administration est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale, et impose au conseil l'obligation de rendre annuellement compte à l'assemblée générale ordinaire des traitements, émoluments et avantages quelconques alloués au délégué.

Le conseil d'administration peut confier la direction de l'ensemble, de telle partie ou de telle branche spéciale des affaires sociales à une ou plusieurs personnes ou à un comité dont il fixe la composition et les attributions.

Le conseil d'administration ainsi que les délégués à la gestion journalière, dans le cadre de cette gestion, peuvent également conférer des pouvoirs spéciaux et déterminés à une ou plusieurs personnes de leur choix.

Art. 18. La société est représentée dans les actes, y compris ceux où intervient un fonctionnaire public ou un officier ministériel, et en justice soit par deux administrateurs agissant conjointement, soit, dans les limites de la gestion journalière, par la ou les personnes déléguées à cette gestion agissant seules.

Elle est en outre valablement engagée par des mandataires spéciaux dans les limites de leur mandat.

Chapitre IV: Assemblées générales

Art. 19. L'assemblée générale, régulièrement constituée, représente l'universalité des actionnaires.

Ses décisions prises, conformément à la loi et aux présents statuts, sont obligatoires pour tous les actionnaires, même pour les absents et les dissidents.

Art. 20. L'assemblée générale des actionnaires de la société se réunit au moins une fois l'an, le troisième jeudi du mois de mars de chaque année à 10.00 heures et pour la première fois en 1999.

Si ce jour est un jour férié légal ou un samedi, l'assemblée se tient le premier jour ouvrable suivant, à la même heure.

Les assemblées générales, tant ordinaires qu'extraordinaires, se tiennent au siège social ou à tout autre endroit désigné dans les avis de convocation.

Les assemblées générales, même l'assemblée générale annuelle, pourront se tenir en pays étranger, chaque fois que se produiront des circonstances de force majeure qui seront appréciées souverainement par le conseil d'administration.

Art. 21. Le conseil d'administration est en droit de convoquer l'assemblée générale.

Il est obligé de la convoquer dans les cas et suivant les modalités prévues par la loi.

Art. 22. Les convocations pour toute assemblée générale sont faites conformément aux dispositions de la loi.

Chaque fois que tous les actionnaires sont présents ou représentés et qu'ils déclarent avoir eu connaissance de l'ordre du jour soumis à leur délibération, l'assemblée générale peut avoir lieu sans convocation préalable.

Art. 23. Tout actionnaire peut se faire représenter à l'assemblée générale par un mandataire, pourvu que celui-ci soit lui-même actionnaire.

Art. 24. L'assemblée est présidée par le président du conseil d'administration ou, à son défaut, par un administrateur désigné par ses collègues et, en l'absence de tous les administrateurs, par la personne désignée par l'assemblée.

Le président désigne le secrétaire et l'assemblée choisit un scrutateur, actionnaire ou non. Ils forment ensemble le bureau.

Art. 25. L'assemblée générale ne peut délibérer que sur les points figurant à son ordre du jour.

Les décisions sont prises, quel que soit le nombre d'actions représentées à l'assemblée, à la majorité des voix.

Chaque action donne droit à une voix.

Lorsque l'assemblée générale est appelée à décider d'une modification aux statuts, elle ne peut valablement délibérer que dans les conditions de quorum et de majorité prévues par la loi.

Art. 26. Les procès-verbaux des assemblées générales sont signés par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent.

Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs sont signés par le président du conseil d'administration, par deux administrateurs ou par la ou les personnes mandatées à cet effet.

Chapitre V: Comptes annuels - Affectation des résultats

Art. 27. L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année, à l'exception du premier exercice social qui commence le jour de la constitution et finit le 31 décembre 1998.

Chaque année le conseil d'administration dresse un inventaire et établit, conformément à la loi, les comptes annuels, qui comprennent le bilan, le compte de résultats et l'annexe.

Art. 28. Après avoir pris connaissance du rapport de gestion l'assemblée générale délibère sur les comptes annuels. Elle se prononce ensuite par un vote spécial sur la décharge des administrateurs.

Art. 29. Les comptes annuels, le rapport de gestion ainsi que les autres documents prévus par la loi font l'objet des mesures de publicité légale.

Art. 30. Sur les bénéfices constatés par le bilan, après déduction des frais généraux et des amortissements jugés nécessaires, ainsi que de toutes les autres charges, il sera prélevé 5% pour la formation d'un fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve légale atteindra le dixième du capital social, mais reprend du moment que ce dixième est entamé.

Le surplus est à la disposition de l'assemblée qui peut l'utiliser pour la distribution d'un dividende, l'affectation à tous comptes de réserve ou le report à nouveau.

Art. 31. Le paiement des dividendes se fait aux époques et aux endroits fixés par le conseil d'administration.

Le conseil d'administration peut procéder à un versement d'acomptes sur dividendes dans les conditions prévues par la loi.

Chapitre VI: Dissolution - Liquidation

Art. 32. En cas de dissolution de la société pour quelque cause et à quelque moment que ce soit, la liquidation s'opère conformément aux dispositions de la loi par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs nommés par l'assemblée générale, qui détermine leurs pouvoirs et leur rémunération s'il y a lieu. Elle conserve le pouvoir de modifier les statuts si les besoins de la liquidation le justifient.

La nomination des liquidateurs met fin aux pouvoirs des administrateurs.

Art. 33. Les liquidateurs peuvent, avec l'autorisation de l'assemblée générale, faire apport de l'avoir social à une ou à plusieurs autres sociétés, nouvelles ou existantes, luxembourgeoises ou étrangères.

Art. 34. Après paiement de toutes dettes et charges de la société ou consignation faite pour leur paiement, le solde reviendra aux actionnaires en proportion du nombre d'actions qu'ils possèdent.

Chapitre VII: Disposition générale

Art. 35. Pour tous les points non prévus dans les présents statuts la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, s'applique.

Souscription et paiement

Les comparants ayant ainsi arrêté les statuts de la Société, ils ont souscrit au nombre d'actions et ont libéré en numéraire les montants ci-après énoncés:

Nom des actionnaires	Capital souscrit	Actions souscrites	Montant libéré
CAISSE CENTRALE RAIFFEISEN	20.000.000,- LUF	20.000	20.000.000,- LUF
E.H. Vermeer	5.000.000,- LUF	5.000	5.000.000,- LUF
	<u>25.000.000,- LUF</u>	<u>25.000</u>	<u>25.000.000,- LUF</u>

La preuve du paiement à la société de la somme de 25.000.000,- LUF a été rapportée au notaire instrumentaire qui constate que les conditions prévues à l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, ont été respectées.

Constatation

Le notaire constate que les conditions exigées par l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, ont été observées.

Coût, Evaluation

Les dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la Société en raison de sa constitution sont estimés à environ trois cent quarante mille francs luxembourgeois (340.000,- LUF).

Assemblée générale extraordinaire

Les comparants préqualifiés, représentant la totalité du capital social souscrit, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués.

Après avoir vérifié que la présente assemblée est régulièrement constituée, ils ont pris, chaque fois à l'unanimité, les résolutions suivantes:

I) Le nombre des administrateurs est fixé à 5.

Sont nommés administrateurs pour une durée expirant à l'issue de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice 1998:

M. Alphonse Sinnes, Président,
M. Armand Weis, Président suppléant.
M. Jacques Mangen,
M. Edward Hendrik Vermeer,
M. Albert Van Gaalen.

II) Conformément aux présents statuts et à la loi sur les sociétés commerciales, l'assemblée générale autorise le conseil d'administration à déléguer la gestion journalière des affaires de la société ainsi que la représentation de la société à un ou plusieurs membres du conseil d'administration.

III) Le siège social de la société est établi à l'adresse suivante:

48-50, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg; date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire instrumentant par leurs noms, états et demeures, les comparants ont signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: A. Sinnes, A. Weis, E.H. Vermeer, E. Schroeder.

Enregistré à Mersch, le 8 avril 1998, vol. 405, fol. 29, case 2. – Reçu 250.000 francs.

Le Receveur ff. (signé): Weber.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 8 avril 1998.

E. Schroeder.

(15168/228/258) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 1998.

GLM S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 7-11, route d'Esch.

—
STATUTS

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-huit, le quinze janvier.

Par-devant Maître Marthe Thyès-Walch, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

I.- Monsieur Patrick Garroy, administrateur de sociétés, demeurant à B-4632 Cerexhe-Heuseux (Belgique), rue du Fort, 115.

II.- Mademoiselle Fabienne Fischer, employée privée, célibataire, demeurant à la même adresse.

Lesquels comparants ont arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme qu'ils vont constituer entre eux.

Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital

Art. 1^{er}. Entre les personnes ci-avant désignées et toutes celles qui deviendraient dans la suite propriétaires des actions ci-après créées, il est formé une société anonyme sous la dénomination de GLM S.A.

Art. 2. Le siège social de la société est établi à Luxembourg-Ville.

Sans préjudice des règles du droit commun en matière de résiliation contractuelle, au cas où le siège de la société est établi par contrat avec des tiers, le siège social pourra être transféré sur simple décision du conseil d'administration à tout autre endroit à l'intérieur de la commune du siège social.

Le siège social pourra être transféré dans toute autre localité du pays par décision de l'assemblée des actionnaires décidant comme en matière de modification des statuts.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, se seront produits ou seront imminents, le siège social pourra être transféré à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'un des organes exécutifs de la société ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La société a pour objet, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, le montage métallique, la pose de bardages, ainsi que la manutention et les constructions métalliques.

La société pourra accomplir toutes opérations généralement quelconques en dehors de celles visées ci-avant, et notamment financières, mobilières et immobilières se rapportant directement ou indirectement à son objet social.

La société pourra s'intéresser par voie d'apport, de fusion, d'absorption, de participations financières ou autrement dans toutes sociétés ou entreprises existantes ou à créer, ayant un objet analogue ou connexe au sien, ou de nature à faciliter ou favoriser la réalisation de son objet.

L'assemblée générale des actionnaires a seule qualité pour interpréter cet objet social.

Art. 5. Le capital social est fixé à un million deux cent cinquante mille francs luxembourgeois (LUF 1.250.000,-), représenté par deux cent cinquante (250) actions d'une valeur nominale de cinq mille francs luxembourgeois (LUF 5.000,-) chacune.

Les actions sont au porteur ou nominatives, au choix de l'actionnaire, dans les limites prévues par la loi.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

En cas d'augmentation du capital social, les droits attachés aux actions nouvelles seront les mêmes que ceux dont jouissent les actions anciennes.

Art. 6. La société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un actionnaire.

Art. 7. Les créanciers, ayants droit ou héritiers d'un actionnaire ne pourront, pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Pour faire valoir leurs droits, ils devront se tenir aux valeurs constatées dans les derniers bilans et inventaires de la société.

Dans le cas d'une cession, transmission ou aliénation, les actions sont à offrir en premier lieu aux autres actionnaires proportionnellement à leur participation antérieure. Ces autres actionnaires auront un droit de préemption.

La procédure pour exercer le droit de préemption est la suivante.

En cas de cession pour cause de mort, ou de cession entre vifs, les actions seront à offrir par lettre recommandée aux autres actionnaires et ceci au prix égal à la valeur nette comptable tel qu'il résulte du dernier bilan de la société. Ces autres actionnaires auront un délai de 30 (trente) jours pour accepter. Les actions à céder sont réparties entre les candidats acquéreurs, au prorata et dans la limite de leur demande, leur reliquat, s'il en existe, étant attribué dans la même limite et successivement s'il y a lieu, à l'actionnaire ou aux actionnaires ayant demandé à acquérir le plus grand nombre d'actions.

Si les co-actionnaires n'offrent pas d'acquérir la totalité des actions dont la cession est projetée ou s'ils n'exercent pas leur droit de préemption, le cédant est libre de céder les actions à la personne de son choix.

Administration - Surveillance

Art. 8. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés pour un terme qui ne peut excéder six ans par l'assemblée générale des actionnaires et toujours révocables par elle.

Les administrateurs sortants sont rééligibles.

Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président et s'il le décide ainsi, un ou plusieurs vice-présidents du conseil d'administration. En cas d'absence du président, les réunions du conseil d'administration sont présidées par un administrateur présent désigné à cet effet.

En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 9. Le conseil d'administration se réunit sur la convocation faite à la demande d'un administrateur au siège social sauf indication contraire dans les convocations.

Le conseil ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs étant admis, étant entendu qu'un administrateur peut représenter plus d'un de ses collègues. Pareil mandat doit reproduire l'ordre du jour et peut être donné par lettre, télégramme ou télex, ces deux derniers étant à confirmer par écrit.

Art. 10. Toute décision du conseil est prise à la majorité absolue des votants.

Art. 11. Les procès-verbaux des séances du conseil d'administration sont signés par les membres présents aux séances.

Les copies ou extraits seront certifiés conformes par deux administrateurs ou par un ou plusieurs mandataires désignés à ces fins.

Art. 12. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social. Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi et les statuts à l'assemblée générale.

Art. 13. Le conseil d'administration pourra déléguer tout ou partie de ses pouvoirs de gestion journalière à des administrateurs ou à des tierces personnes qui ne doivent pas nécessairement être des actionnaires de la société. La délégation à un administrateur est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale.

Art. 14. Vis-à-vis des tiers, la société est engagée en toutes circonstances par les signatures conjointes de deux administrateurs ou par la signature individuelle d'un délégué du conseil dans les limites de ses pouvoirs.

Art. 15. La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires nommés par l'assemblée générale qui fixe leur nombre et leur rémunération.

La durée du mandat de commissaire est fixée par l'assemblée générale. Elle ne pourra cependant dépasser six années.

Assemblée générale

Art. 16. L'assemblée générale réunit tous les actionnaires. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour décider des affaires sociales. Les convocations se font dans les formes et délais prévus par la loi.

Art. 17. L'assemblée générale annuelle se réunit au siège social ou à tout autre endroit à Luxembourg, tel qu'indiqué dans la convocation, le dernier jeudi du mois de juin à 11.00 heures.

Si la date de l'assemblée tombe sur un jour férié, elle se réunit le premier jour ouvrable qui suit.

Art. 18. Une assemblée générale extraordinaire peut être convoquée par le conseil d'administration ou par le(s) commissaire(s).

Elle doit être convoquée sur la demande écrite d'actionnaires représentant le cinquième du capital social.

Art. 19. Chaque action donne droit à une voix.

L'assemblée des actionnaires délibérera et prendra ses décisions conformément aux dispositions légales en vigueur au moment de la tenue de l'assemblée.

Année sociale - Répartition des bénéfices

Art. 20. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Le conseil d'administration établit les comptes annuels dans les formes prévues par la loi. Il les remet un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire aux commissaires.

Art. 21. L'excédent favorable du bilan, déduction faite des charges et amortissements, forme le bénéfice net de la société.

Sur ce bénéfice il est prélevé cinq pour cent (5 %) pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint dix pour cent (10 %) du capital social.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration pourra sous l'observation des règles y relatives et recueillant les approbations éventuellement nécessaires en vertu de la loi, verser des acomptes sur dividende.

L'assemblée générale peut décider que les bénéfices et réserves distribuables seront affectés à l'amortissement du capital sans que le capital exprimé soit réduit. Les titres remboursés sont alors annulés et remplacés par des actions de jouissance.

La société pourra acquérir ses propres actions en observant toutefois à ce sujet les conditions et limitations prévues par la loi.

Dissolution - Liquidation

Art. 22. Sauf dissolution judiciaire, la dissolution de la société ne peut résulter que d'une décision prise par l'assemblée générale dans les formes prescrites pour les modifications des statuts.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommées par l'assemblée générale, qui détermine leurs pouvoirs.

Disposition générale

Art. 23. La loi du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.

Disposition transitoire

Par dérogation à l'article vingt, le premier exercice commence aujourd'hui et finira le 31 décembre 1998. La première assemblée annuelle se tiendra donc en 1999.

Constatation

Le notaire instrumentant a constaté que les conditions exigées par l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ont été accomplies.

Estimation des frais

Le montant au moins approximatif des frais, dépenses et rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, sont évalués sans préjudice à la somme de soixante mille francs luxembourgeois.

Souscription - Libération

Les 250 (deux cent cinquante) actions ont été souscrites comme suit:

I.- Monsieur Patrick Garroy, prénommé, deux cent quarante-cinq actions	245
II.- Mademoiselle Fabienne Fischer, prénommée, cinq actions	5
Total: deux cent cinquante actions	<u>250</u>

Ces actions ont été libérées à concurrence de vingt-cinq pour cent (25 %) par des versements en numéraire, de sorte que la somme de trois cent douze mille cinq cents francs luxembourgeois (LUF 312.500,-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant qui le constate expressément, par la production d'un certificat bancaire.

Assemblée générale extraordinaire

Et immédiatement après la constitution de la société, les actionnaires représentant l'intégralité du capital social et se considérant comme dûment convoqués, se sont réunis en assemblée générale et ont pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de nommer trois (3) administrateurs.

Sont nommés administrateurs pour un terme de six (6) ans à savoir:

- 1) Monsieur Patrick Garroy, prénommé;
- 2) Mademoiselle Fabienne Fischer, prénommée;
- 3) Monsieur Jean-Guy Mosbeux, employé privé, demeurant à B-4630 Soumagne (Belgique), Voie des Maçons, 47.

Deuxième résolution

L'assemblée décide de nommer un commissaire aux comptes pour un terme de six (6) ans.

Est nommée commissaire:

La société anonyme HDZ BENELUX S.A., avec siège social à L-1470 Luxembourg, 7-11, route d'Esch.

Troisième résolution

L'adresse de la société est fixée à L-1470 Luxembourg, 7-11, route d'Esch.

Quatrième résolution

L'assemblée autorise le conseil d'administration à déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs de ses membres.

Réunion du conseil d'administration

Et à l'instant s'est réuni le conseil d'administration des membres présents ou représentés.

Après en avoir délibéré, le conseil décide de déléguer la gestion journalière de la société à Monsieur Patrick Garroy, prénommé.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, il a signé avec le notaire instrumentant, la présente minute.

Signé: P. Garroy, F. Fischer, M. Walch.

Enregistré à Luxembourg, le 19 janvier 1998, vol. 105S, fol. 22, case 4. – Reçu 12.500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 février 1998.

M. Thyès-Walch.

(07256/233/190) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 février 1998.

HUNDEBERG S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1417 Luxembourg, 18, rue Dicks.

STATUTS

L'an mil neuf cent quatre-vingt dix-sept, le trente et un décembre.

Par-devant Maître Frank Baden, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

1) Monsieur Guy Harles, Maître en droit, demeurant à Luxembourg, dûment représenté par Sophie Wagner-Chartier, docteur en droit, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à Luxembourg, le 20 décembre 1997.

2) Madame Ute Bräuer, avocat, demeurant à Luxembourg, dûment représentée par Sophie Wagner-Chartier, docteur en droit, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à Luxembourg, le 20 décembre 1997.

Les procurations signées «ne varietur» par tous les comparants et par le notaire soussigné resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lesquels comparants, aux termes de la capacité avec laquelle ils agissent, ont requis le notaire instrumentaire d'arrêter les statuts d'une société anonyme qu'ils déclarent constituer entre eux comme suit:

I. Nom, Durée, Objet, Siège Social

Art. 1^{er}. Il est formé entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées, une société anonyme holding sous la dénomination de HUNDEBERG S.A.

Art. 2. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 3. L'objet de la société est la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères et toutes autres formes de placements, l'acquisition par achat, souscription ou toute autre manière ainsi que l'aliénation par vente, échange ou toute autre manière de valeurs mobilières de toutes espèces et la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

Elle n'exercera aucune activité commerciale ou industrielle et ne tiendra aucun établissement commercial ouvert au public.

Elle pourra exercer toutes activités estimées utiles à l'accomplissement de son objet, en restant dans les limites tracées par la loi du 31 juillet 1929 concernant les sociétés holding et par l'article 209 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.

Art. 4. Le siège social est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être créé, par simple décision du conseil d'administration, des succursales ou bureaux, tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Au cas où le conseil d'administration estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger, se présentent ou paraissent imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire, restera luxembourgeoise.

II. Capital social - Actions

Art. 5. Le capital souscrit est fixé à un million deux cent cinquante mille francs luxembourgeois (LUF 1.250.000,-) représenté par mille deux cent cinquante (1.250) actions sans désignation de valeur nominale.

Le capital autorisé est fixé à cent millions de francs luxembourgeois (LUF 100.000.000,-) représenté par cent mille (100.000) actions sans désignation de valeur nominale.

Pendant une période de cinq ans à partir de la publication de ces statuts; le Conseil d'administration est généralement autorisé à émettre des actions et à consentir des options pour souscrire aux actions de la société, aux personnes et aux conditions que le Conseil d'administration détermine et plus spécialement de procéder à une telle émission sans réserver aux anciens actionnaires un droit préférentiel de souscriptions pour les actions à émettre.

Le capital souscrit et le capital autorisé de la société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'Assemblée Générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

La société peut, aux conditions et aux termes prévus par la loi, racheter ses propres actions.

Art. 6. Les actions de la société sont nominatives ou au porteur au choix des actionnaires, sauf dispositions contraires de la loi. Il est tenu au siège social un registre des actions nominatives, dont tout actionnaire pourra prendre connaissance, et qui contiendra les indications prévues à l'article trente-neuf de la loi modifiée du dix août mil neuf cent quinze concernant les sociétés commerciales. La propriété des actions nominatives s'établit par une inscription sur ledit registre. Des certificats constatant ces inscriptions au registre seront délivrés, signés par deux administrateurs. La société pourra émettre des certificats représentatifs d'actions au porteur. Ces certificats seront signés par deux administrateurs. La société ne reconnaît qu'un propriétaire par action; si la propriété de l'action est indivise, démembrée ou litigieuse, les personnes invoquant un droit sur l'action devront désigner un mandataire unique pour présenter l'action à l'égard de la société. La société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

III. Assemblées générales des Actionnaires

Art. 7. L'assemblée des actionnaires de la société régulièrement constituée représentera tous les actionnaires de la société. Elle aura les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la société.

L'assemblée générale est convoquée par le conseil d'administration.

Elle peut l'être également sur demande d'actionnaires représentant un cinquième au moins du capital social.

Art. 8. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra à Luxembourg, au siège social de la société ou à tout autre endroit à Luxembourg qui sera fixé dans l'avis de convocation, le deuxième lundi du mois de juin à 11.00 heures. Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable qui suit. D'autres assemblées des actionnaires pourront se tenir aux heures et lieux spécifiés dans les avis de convocation.

Les quorum et délais requis par la loi régleront les avis de convocation et la conduite des assemblées des actionnaires de la société, dans la mesure où il n'est pas autrement disposé dans les présents statuts.

Toute action donne droit à une voix. Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées des actionnaires en désignant par écrit, par câble, télégramme, télex ou télécopie une autre personne comme son mandataire. Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la loi ou les présents statuts, les décisions d'une assemblée des actionnaires dûment convoquée sont prises à la majorité simple des votes des actionnaires présents ou représentés.

Le conseil d'administration peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour prendre part à toute assemblée des actionnaires.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés lors d'une assemblée des actionnaires, et s'ils déclarent connaître l'ordre du jour, l'assemblée pourra se tenir sans avis de convocation préalables.

IV. Conseil d'Administration

Art. 9. La société sera administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la société. Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre, leurs émoluments et la durée de leur mandat. La durée du mandat d'administrateur est de six ans au maximum.

Les administrateurs seront élus à la majorité des votes des actionnaires présents ou représentés.

Tout administrateur pourra être révoqué avec ou sans motif ou être remplacé à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires.

Au cas où le poste d'un administrateur devient vacant à la suite de décès, de démission ou autrement, cette vacance peut être temporairement comblée jusqu'à la prochaine assemblée générale, aux conditions prévues par la loi.

Art. 10. Le conseil d'administration choisira en son sein un président et pourra également choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être administrateur et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et des assemblées générales des actionnaires.

Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le président présidera toutes les assemblées générales des actionnaires et les réunions du conseil d'administration; en son absence l'assemblée générale ou le conseil d'administration pourra désigner à la majorité des personnes présentes à cette assemblée ou réunion un autre administrateur pour assumer la présidence pro tempore de ces assemblées ou réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil d'administration sera donné à tous les administrateurs au moins vingt-quatre heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque administrateur par écrit ou par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil d'administration se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

Tout administrateur pourra se faire représenter à toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopie un autre administrateur comme son mandataire. Un administrateur peut représenter plusieurs de ses collègues.

Tout administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration par conférence téléphonique ou d'autres moyens de communication similaires où toutes les personnes prenant part à cette réunion peuvent s'entendre les unes les autres. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer ou agir valablement que si la majorité au moins des administrateurs est présente ou représentée à la réunion du conseil d'administration.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à cette réunion.

Le conseil d'administration pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits ou par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire, à confirmer par écrit, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Art. 11. Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil d'administration seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par deux administrateurs. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux administrateurs.

Art. 12. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la société. Tous pouvoirs que la loi ou les présents statuts ne réservent pas expressément à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du conseil d'administration.

La gestion journalière de la société ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion pourront, conformément à l'article 60 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, être déléguées à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant seuls ou conjointement. Leur nomination, leur révocation et leurs attributions seront réglées par une décision du conseil d'administration. La délégation à un membre du conseil d'administration est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale.

La société peut également conférer tous mandats spéciaux par procuration authentique ou sous seing privé.

Art. 13. La société sera engagée par la signature collective de deux administrateurs ou la seule signature de toute(s) personne(s) à laquelle (auxquelles) pareils pouvoirs de signature auront été délégués par le conseil d'administration.

V. Surveillance de la société

Art. 14. Les opérations de la société seront surveillées par un ou plusieurs commissaires aux comptes qui n'ont pas besoin d'être actionnaire. L'assemblée générale des actionnaires désignera les commissaires aux comptes et déterminera leur nombre, leurs rémunérations et la durée de leurs fonctions qui ne pourra excéder six années.

VI. Exercice social - Bilan

Art. 15. L'exercice social commencera le premier janvier de chaque année et se terminera le trente et un décembre de la même année.

Art. 16. Sur le bénéfice annuel net de la société il est prélevé cinq pour cent (5 %) pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint dix pour cent (10 %) du capital social, tel que prévu à l'article 5 de ces statuts. L'assemblée générale des actionnaires déterminera, sur proposition du conseil d'administration, de quelle façon il sera disposé du solde du bénéfice annuel net.

Des acomptes sur dividendes pourront être versés en conformité avec les conditions prévues par la loi.

VII. Liquidation

Art. 17. En cas de dissolution de la société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, qui peuvent être des personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

VIII. Modification des statuts

Art. 18. Les présents statuts pourront être modifiés par une assemblée générale des actionnaires statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues par l'article 67-1 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.

IX. Dispositions finales - Loi applicable

Art. 19. Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la loi modifiée du dix août mil neuf cent quinze concernant les sociétés commerciales, ainsi qu'à la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés holding.

Dispositions transitoires

- 1) Le premier exercice social commencera le jour de la constitution et se terminera le 31 décembre 1998.
- 2) La première assemblée générale annuelle des actionnaires aura lieu en 1999.

Souscription et libération

Les souscripteurs ont souscrit les actions comme suit:

1) Monsieur Guy Harles, préqualifié, mille actions	1.000 actions
2) Madame Ute Bräuer, préqualifiée, deux cent cinquante actions	250 actions
Total: mille deux cent cinquante actions	1.250 actions

Toutes les actions ont été entièrement libérées en espèces, de sorte que la somme de un million deux cent cinquante mille francs luxembourgeois (LUF 1.250.000,-) est dès maintenant à la disposition de la société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné.

Déclaration

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et déclare expressément qu'elles sont remplies.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution sont évalués à environ soixante mille francs luxembourgeois (LUF 60.000.-).

Assemblée Générale Extraordinaire

Et aussitôt les actionnaires, représentant l'intégralité du capital souscrit et se considérant comme dûment convoqués, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire. Après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ils ont pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à trois et le nombre des commissaires à un.
2. Les personnes suivantes ont été nommées administrateurs:
 - a) Monsieur Guy Harles, maître en droit, demeurant à Luxembourg;
 - b) Madame Ute Bräuer, avocat, demeurant à Luxembourg;
 - c) Monsieur Pierre van de Berg, employé privé, demeurant à Luxembourg.
3. A été nommé commissaire aux comptes: Monsieur Jean-François Lentz, expert-comptable, demeurant à Luxembourg.
4. Les mandats des administrateurs et commissaire prendront fin à l'assemblée générale amenée à se prononcer sur les comptes de l'année 1998.
5. L'adresse de la société est établie 18, rue Dicks, L-1417 Luxembourg.
6. L'assemblée générale, conformément à l'article 60 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, autorise le conseil d'administration à déléguer la gestion journalière de la société et la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs de ses membres.

Dont acte, passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: S. Wagner-Chartier, F. Baden.

Enregistré à Luxembourg, le 7 janvier 1998, vol. 104S, fol. 96, case 3. – Reçu 12.500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée à la Société sur demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 février 1998.

F. Baden.

(07259/200/210) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 février 1998.

RELAIS DU POSTILLON, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5480 Wormeldange, 113, rue Principale.

R. C. Luxembourg B 33.929.

Les comptes annuels au 31 décembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 27 janvier 1998 vol. 502, fol. 39, case 4, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 1998.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 février 1998.

Pour la SARL RELAIS DU POSTILLON

FIDUCIAIRE CENTRALE DU LUXEMBOURG S.A.

(07203/503/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 1998.

METZLER CASH & CARRY, Société à responsabilité limitée.

Siège social: Dudelange.

DISSOLUTION

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-huit, le trois février.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence Dudelange (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

Ont comparu:

1.- Madame Isabelle Krebs, employée privée, épouse de Monsieur Marcel Orgel, demeurant à L-1741 Luxembourg, 67, rue de Hollerich,

ici représentée par:

- Monsieur Antoine Metzler, commerçant, demeurant à L-3449 Dudelange, 10, rue Pierre Dupong, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée à Dudelange, le 22 décembre 1997,

laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par les comparants et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera formalisée.

2.- Monsieur Luc Metzler, commerçant, demeurant à L-3514 Dudelange, 40, route de Kayl.

3.- Madame Marie-Thérèse Romersa, commerçante, épouse de Monsieur Antoine Metzler, demeurant à L-3449 Dudelange, 10, rue Pierre Dupong.

Lesquels comparants, agissant comme dit ci-avant, ont requis le notaire instrumentant de documenter ainsi qu'il suit leurs déclarations et constatations.

I.- Que Monsieur Luc Metzler, Madame Isabelle Krebs et Madame Marie-Thérèse Romersa, préqualifiés, sont les seuls et uniques associés de la société à responsabilité limitée METZLER CASH & CARRY, ayant son siège social à Dudelange, 1, route de Luxembourg, constituée suivant acte reçu par Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Dudelange, en date du 14 septembre 1984, publié au Mémorial C numéro 280 du 13 octobre 1984, et dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par ledit notaire Joseph Elvinger, en date du 7 octobre 1986, publié au Mémorial C numéro 343 du 11 décembre 1986.

II.- Que le capital social de ladite société METZLER CASH & CARRY, prédésignée, s'élève actuellement à Frs. 100.000,- (cent mille francs) représenté par 100 (cent) parts sociales d'une valeur de Frs. 1.000,- (mille francs) chacune, entièrement libérées.

III.- Que d'un commun accord les associés ont décidé la dissolution de la société et ceci avec effet immédiat.

IV.- Que la liquidation de la société a été faite aux droits des parties.

V.- Que les livres et documents de la société dissoute seront conservés pendant 5 (cinq) ans à l'ancien siège de la société.

VI.- Que décharge pleine et entière a été accordée au gérant technique Madame Isabelle Krebs, préqualifiée, et au gérant administratif, Monsieur Luc Metzler, préqualifié.

Frais

Les frais incombant à la société en vertu des présentes sont évalués à vingt-deux mille francs.

Les comparants sont solidairement tenus du paiement des frais d'acte.

Dont acte, fait et passé à Dudelange, en l'étude du notaire instrumentaire, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture et interprétation donnée par le notaire instrumentant. les comparants prémentionnés, ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Metzler, Metzler, Romersa, Joseph Elvinger.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 4 février 1998, vol. 833, fol. 8, case 8. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): M. Ries.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Dudelange, le 6 février 1998.

J. Elvinger.

(07178/211/49) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 1998.

MOLINO BEVERAGES HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 15, boulevard Royal.

R. C. Luxembourg B 51.054.

Monsieur Jack Holt s'est démis de sa fonction d'administrateur avec effet au 31 décembre 1997, clôture de l'exercice. Luxembourg, le 9 février 1998.

Pour MOLINO BEVERAGES HOLDING S.A.

Société Anonyme

SOFINEX S.A.

Société Anonyme

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 9 février 1998, vol. 502, fol. 51, case 12. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(07179/783/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 1998.

F&C LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme.

Registered office: L-1724 Luxembourg, 33, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 36.661.

Notice of dissolution of F&C ENVIRONMENT FUND

Following the redemption of all shares in F&C ENVIRONMENT FUND (the «Fund»), the Fund has ceased to exist as from 30th April, 1998.

F&C LUXEMBOURG S.A. has finalised and approved the liquidation procedures.

All redemption (and liquidation) proceeds have been paid to the shareholders entitled thereto and, accordingly, no amount has been deposited in escrow at the Caisse des Consignations in Luxembourg.

The accounts and the records of the Fund will be deposited and kept for a period of five years at the offices of SAKURA (LUXEMBOURG) S.A., 33, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

(02145/755/14)

F&C LUXEMBOURG S.A.

ARGENTINIAN INVESTMENT COMPANY, Société d'Investissement à Capital Variable.

Registered office: Luxembourg, 47, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 35.162.

As the extraordinary general meeting held on 4 May 1998 was not able to deliberate and vote on the items of the agenda for lack of quorum, the shareholders of ARGENTINIAN INVESTMENT COMPANY (the «Corporation») are hereby reconvened to assist at an

EXTRAORDINARY MEETING

of shareholders to be held on 8 June 1998 at 10.00 a.m. in Luxembourg, 47, boulevard Royal, to deliberate and vote on the following agenda:

Agenda:

to amend articles 5, 6, 8, 10, 11, 16, 21, 22, 23, 24 and 27 of the articles of incorporation of the Corporation.

The full text of the proposed amendments of the articles of incorporation is available for inspection at the offices of STATE STREET BANK LUXEMBOURG S.A., 47, boulevard Royal, Luxembourg.

Shareholders are informed that no quorum is required for the meeting to be held on 8 June 1998 and resolutions will be passed at a majority of 2/3 of shares present or represented at the meeting.

With respect to Shares held in bearer form, Shareholders who wish to attend and vote at the meeting should deposit their share certificates on 5 June 1998 at the latest with STATE STREET BANK LUXEMBOURG S.A., 47, boulevard Royal, Luxembourg.

(02176/051/22)

The Board of Directors.

BRAZILIAN INVESTMENT COMPANY, Société d'Investissement à Capital Variable.

Registered office: Luxembourg, 47, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 26.810.

As the extraordinary general meeting held on 4 May 1998 was not able to deliberate and vote on the items of the agenda for lack of quorum, the shareholders of BRAZILIAN INVESTMENT COMPANY (the «Corporation») are hereby reconvened to assist at an

EXTRAORDINARY MEETING

of shareholders to be held on 8 June 1998 at 10.15 a.m. in Luxembourg, 47, boulevard Royal, to deliberate and vote on the following agenda:

Agenda:

to amend articles 3, 5, 6, 8, 11, 16, 21, 22, 23, 24 and 26 of the articles of incorporation of the Corporation.

The full text of the proposed amendments of the articles of incorporation is available for inspection at the offices of STATE STREET BANK LUXEMBOURG S.A., 47, boulevard Royal, Luxembourg.

Shareholders are informed that no quorum is required for the meeting to be held on 8 June 1998 and resolutions will be passed at a majority of 2/3 of shares present or represented at the meeting.

With respect to Shares held in bearer form, Shareholders who wish to attend and vote at the meeting should deposit their share certificates on 5 June 1998 at the latest with STATE STREET BANK LUXEMBOURG S.A., 47, boulevard Royal, Luxembourg.

(02177/051/22)

The Board of Directors.

COLOMBIAN INVESTMENT COMPANY, Société d'Investissement à Capital Variable.

Registered office: Luxembourg, 47, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 39.274.

As the extraordinary general meeting held on 4 May 1998 was not able to deliberate and vote on the items of the agenda for lack of quorum, the shareholders of COLOMBIAN INVESTMENT COMPANY (the «Corporation») are hereby reconvened to assist at an

EXTRAORDINARY MEETING

of shareholders to be held on 8 June 1998 at 10.30 a.m. in Luxembourg, 47, boulevard Royal, to deliberate and vote on the following agenda:

Agenda:

to amend articles 5, 6, 8, 10, 11, 16, 21, 22, 23, 24 and 27 of the articles of incorporation of the Corporation.

The full text of the proposed amendments of the articles of incorporation is available for inspection at the offices of STATE STREET BANK LUXEMBOURG S.A., 47, boulevard Royal, Luxembourg.

Shareholders are informed that no quorum is required for the meeting to be held on 8 June 1998 and resolutions will be passed at a majority of 2/3 of shares present or represented at the meeting.

With respect to Shares held in bearer form, Shareholders who wish to attend and vote at the meeting should deposit their share certificates on 5 June 1998 at the latest with STATE STREET BANK LUXEMBOURG S.A., 47, boulevard Royal, Luxembourg.

(02178/051/22)

The Board of Directors.

LATIN AMERICAN INVESTMENT COMPANY, Société d'Investissement à Capital Variable.

Registered office: Luxembourg, 47, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 40.168.

As the extraordinary general meeting held on 4 May 1998 was not able to deliberate and vote on the items of the agenda for lack of quorum, the shareholders of LATIN AMERICAN INVESTMENT COMPANY (the «Corporation») are hereby reconvened to assist at an

EXTRAORDINARY MEETING

of shareholders to be held on 8 June 1998 at 10.45 a.m. in Luxembourg, 47, boulevard Royal, to deliberate and vote on the following agenda:

Agenda:

to amend articles 5, 6, 8, 10, 11, 16, 21, 22, 23, 24 and 27 of the articles of incorporation of the Corporation.

The full text of the proposed amendments of the articles of incorporation is available for inspection at the offices of STATE STREET BANK LUXEMBOURG S.A., 47, boulevard Royal, Luxembourg.

Shareholders are informed that no quorum is required for the meeting to be held on 8 June 1998 and resolutions will be passed at a majority of 2/3 of shares present or represented at the meeting.

With respect to Shares held in bearer form, Shareholders who wish to attend and vote at the meeting should deposit their share certificates on 5 June 1998 at the latest with STATE STREET BANK LUXEMBOURG S.A., 47, boulevard Royal, Luxembourg.

(02179/051/22)

The Board of Directors.

MEXICAN INVESTMENT COMPANY, Société d'Investissement à Capital Variable.

Registered office: Luxembourg, 47, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 31.888.

As the extraordinary general meeting held on 4 May 1998 was not able to deliberate and vote on the items of the agenda for lack of quorum, the shareholders of MEXICAN INVESTMENT COMPANY (the «Corporation») are hereby reconvened to assist at an

EXTRAORDINARY MEETING

of shareholders to be held on 8 June 1998 at 11.00 a.m. in Luxembourg, 47, boulevard Royal, to deliberate and vote on the following agenda:

Agenda:

to amend articles 5, 6, 8, 10, 11, 16, 21, 22, 23, 24 and 27 of the articles of incorporation of the Corporation.

The full text of the proposed amendments of the articles of incorporation is available for inspection at the offices of STATE STREET BANK LUXEMBOURG S.A., 47, boulevard Royal, Luxembourg.

Shareholders are informed that no quorum is required for the meeting to be held on 8 June 1998 and resolutions will be passed at a majority of 2/3 of shares present or represented at the meeting.

With respect to Shares held in bearer form, Shareholders who wish to attend and vote at the meeting should deposit their share certificates on 5 June 1998 at the latest with STATE STREET BANK LUXEMBOURG S.A., 47, boulevard Royal, Luxembourg.

I (02180/051/22)

The Board of Directors.

15345

SAGANE S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 69, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 11.943.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 25 mai 1998 à 10.00 heures au siège social.

Ordre du jour:

1. Rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des bilan et compte de profits et pertes au 31 décembre 1997.
3. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Divers.

I (01141/006/15)

Le Conseil d'Administration.

ELTERBERG S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1651 Luxembourg, 9, avenue Guillaume.
R. C. Luxembourg B 48.135.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 27 mai 1998 à 10.00 heures au siège de la société.

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des bilan et compte de Profits et Pertes au 31 décembre 1997
3. Affectation du résultat
4. Décharge aux Administrateurs et Commissaire aux comptes
5. Divers

I (01341/520/15)

Le Conseil d'Administration.

FIVEST (FINANCIERE D'INVESTISSEMENTS) S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1142 Luxembourg, 7, rue Pierre d'Aspelt.
R. C. Luxembourg B 23.479.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 25 mai 1998 à 18.00 heures au siège de la société.

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des bilan et compte de Profits et Pertes au 31 décembre 1997
3. Affectation du résultat
4. Décharge aux Administrateurs et Commissaire aux comptes
5. Divers

I (01346/520/16)

Le Conseil d'Administration.

SUNBELT INTERNATIONAL RESOURCES S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1142 Luxembourg, 7, rue Pierre d'Aspelt.
R. C. Luxembourg B 22.554.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 25 mai 1998 à 17.00 heures au siège de la société.

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des bilan et compte de Profits et Pertes au 31 décembre 1997
3. Affectation du résultat
4. Décharge aux Administrateurs et Commissaire aux comptes
5. Divers

I (01347/520/15)

Le Conseil d'Administration.

15346

MILAU HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 11, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 41.399.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le 25 mai 1998 à 9.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du commissaire à la liquidation
2. Décharge à donner au liquidateur et au commissaire à la liquidation
3. Décharge au Conseil d'Administration et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leurs mandats jusqu'au jour de la mise en liquidation de la société
4. Clôture de la liquidation
5. Indication de l'endroit où les livres et documents de la société ont été déposés et vont être conservés pour une durée de cinq ans.

I (01514/526/18)

Le Conseil d'Administration.

MEINEK S.A., Société Anonyme.

Gesellschaftssitz: Luxemburg, 11, rue Aldringen.
H. R. Luxemburg B 39.141.

Die Aktieninhaber sind hiermit eingeladen, der

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG,

die am 26. Mai 1998 um 11.00 Uhr am Gesellschaftssitz, mit folgender Tagesordnung, stattfindet, beizuwohnen:

Tagesordnung:

1. Geschäftsbericht des Verwaltungsrates und Bericht des Kommissars
2. Billigung des Jahresabschlusses sowie der Ergebnisuweisung per 31. Dezember 1997
3. Entlastung an Verwaltungsrat und Kommissar
4. Verschiedenes

I (01625/526/15)

Der Verwaltungsrat.

ANTHYLIS S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 37, rue Notre-Dame.
R. C. Luxembourg B 50.049.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 26 mai 1998 à 14.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1997
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Divers

I (01626/526/15)

Le Conseil d'Administration.

FRENALUX S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 11, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 27.415.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 27 mai 1998 à 12.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1997
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Divers

I (01628/526/15)

Le Conseil d'Administration.

PILSA, PATENTS, INVESTMENTS & LICENCES, Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 2, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 5.977.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 27 mai 1998 à 11.00 heures à l'immeuble «Indépendance» de la BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG, Société Anonyme, au 69, route d'Esch, L-2953 Luxembourg.

Ordre du jour:

1. Rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des bilan et compte de profits et pertes au 31 décembre 1997.
3. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

I (01137/006/17)

Le Conseil d'Administration.

SIMINTER, SOCIETE IMMOBILIERE INTERNATIONALE S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 37, rue Notre-Dame.
R. C. Luxembourg B 6.546.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 27 mai 1998 à 11.30 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1997
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Divers

I (01629/526/15)

Le Conseil d'Administration.

TIB HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 37, rue Notre-Dame.
R. C. Luxembourg B 8.816.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 27 mai 1998 à 10.30 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats aux 31 décembre 1994, 1995, 1996 et 1997
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Divers

I (01630/526/15)

Le Conseil d'Administration.

TEFIN PARTICIPATIONS S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 11, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 42.865.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le 8 juin 1998 à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

L'Assemblée Générale du 9 avril 1998 n'a pas pu délibérer valablement sur ce point de l'ordre du jour, le quorum prévu par la loi n'ayant pas été atteint.

I (01639/526/15)

Le Conseil d'Administration.

15348

SICHEL, Société Anonyme.

Siège social: Pontpierre.
R. C. Luxembourg B 5.322.

Convocation à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au Siège Social à Pontpierre, le jeudi 21 mai 1998 à 17.00 heures.

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire.
2. Présentation, examen et approbation du bilan et du compte de pertes et profits arrêtés au 31 décembre 1997; affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire.
4. Nominations.
5. Divers.

Prière de se conformer à l'article 21 des statuts.

I (01382/000/18)

Le Conseil d'Administration.

KLYSTRON HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 1, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 45.455.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le 8 juin 1998 à 15.30 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

L'Assemblée Générale du 8 avril 1998 n'a pas pu délibérer valablement sur ce point de l'ordre du jour, le quorum prévu par la loi n'ayant pas été atteint.

I (01640/526/15)

Le Conseil d'Administration.

INVEST-INDIA S.A., Société Anonyme.

Registered office: Luxembourg, 11, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 54.128.

Messrs Shareholders are hereby convened to attend the

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

which will be held on June 8, 1998 at 2.00 p.m. at the registered office, with the following agenda:

Agenda:

Action on a motion relating to the possible winding-up of the company as provided by Article 100 of the Luxembourg law on commercial companies of August 10, 1915.

The Annual General Meeting of April 6, 1998 could not deliberate in due form on this item of the agenda as the quorum required by law was not attained.

I (01641/526/15)

The Board of Directors.

MAZFIN S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 11, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 53.303.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le 8 juin 1998 à 9.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

L'Assemblée Générale du 7 avril 1998 n'a pas pu délibérer valablement sur ce point de l'ordre du jour, le quorum prévu par la loi n'ayant pas été atteint.

I (01642/526/14)

Le Conseil d'Administration.

AMATI INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 11, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 41.869.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 25 mai 1998 à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats aux 31 décembre 1996 et 1997
3. Ratification de la cooptation d'un Administrateur
4. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
5. Nominations statutaires
6. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales
7. Divers

I (01624/526/19)

Le Conseil d'Administration.

RANIA HOLDINGS S.A., Société Anonyme.

Registered office: Luxembourg, 37, rue Notre-Dame.
R. C. Luxembourg B 17.784.

Messrs Shareholders are hereby convened to attend the

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

which will be held on June 8, 1998 at 5.30 p.m. at the registered office, with the following agenda:

Agenda:

Action on a motion relating to the possible winding-up of the company as provided by Article 100 of the Luxembourg law on commercial companies of August 10, 1915.

The Annual General Meeting of April 6, 1998 could not deliberate in due form on this item of the agenda as the quorum required by law was not attained.

I (01643/526/15)

The Board of Directors.

SILVER SEA INVESTMENT S.A., Société Anonyme.

Registered office: Luxembourg, 37, rue Notre-Dame.
R. C. Luxembourg B 33.341.

Messrs Shareholders are hereby convened to attend the

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

which will be held on June 8, 1998 at 11.30 a.m. at the registered office, with the following agenda:

Agenda:

Action on a motion relating to the possible winding-up of the company as provided by Article 100 of the Luxembourg law on commercial companies of August 10, 1915.

The Annual General Meeting of April 7, 1998 could not deliberate in due form on this item of the agenda as the quorum required by law was not attained.

I (01644/526/15)

The Board of Directors.

SOCIETE LE COQ S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 11, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 42.337.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le 8 juin 1998 à 10.30 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

L'Assemblée Générale du 9 avril 1998 n'a pas pu délibérer valablement sur ce point de l'ordre du jour, le quorum prévu par la loi n'ayant pas été atteint.

I (01645/526/15)

Le Conseil d'Administration.

15350

ZITA S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 11, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 55.760.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le 8 juin 1998 à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Décision de prononcer la dissolution anticipée de la société
2. Décision de procéder à la mise en liquidation de la société
3. Désignation d'un ou de plusieurs liquidateurs et détermination de leurs pouvoirs

L'Assemblée Générale du 3 avril 1998 n'a pas pu délibérer valablement sur ce point de l'ordre du jour, le quorum prévu par la loi n'ayant pas été atteint.

I (01646/526/15)

Le Conseil d'Administration.

LEAD INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 1, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 37.152.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le 8 juin 1998 à 9.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

L'Assemblée Générale du 10 avril 1998 n'a pas pu délibérer valablement sur ce point de l'ordre du jour, le quorum prévu par la loi n'ayant pas été atteint.

I (01647/526/15)

Le Conseil d'Administration.

WOMBAT IMMOBILIERE S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 11, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 52.545.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le 8 juin 1998 à 15.30 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

L'Assemblée Générale du 6 avril 1998 n'a pas pu délibérer valablement sur ce point de l'ordre du jour, le quorum prévu par la loi n'ayant pas été atteint.

I (01648/526/15)

Le Conseil d'Administration.

NOISETTE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 14, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 18.853.

L'Assemblée générale extraordinaire convoquée pour le 27 avril 1998 n'ayant pas réuni le quorum exigé par la loi, les actionnaires sont convoqués en

DEUXIEME ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 14, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg, le 9 juin 1998 à 11.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Augmentation du capital social à concurrence de sept millions de francs (7.000.000,-) pour le porter de son montant actuel de trente-six millions de francs (36.000.000,-) à quarante-trois millions de francs (43.000.000,-) moyennant:
 - versement en espèces d'un montant de 6.761.031,- francs et
 - incorporation de résultats reportés à concurrence de 238.969,- francsavec renonciation au droit de préférence de la part des anciens actionnaires et création de 7.000 actions nouvelles d'une valeur nominale de 1.000,- francs chacune.

2. Libération et souscription des nouvelles actions.
3. Modification afférente de l'article 5 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

Art. 5. Le capital social est fixé à quarante-trois millions de francs (43.000.000,-), représenté par quarante-trois mille (43.000) actions de mille francs (1.000,-) chacune.

Les actions de la société peuvent être créées au choix du propriétaire en titres unitaires ou en titres représentatifs de plusieurs actions.

Les actionnaires sont avertis que cette deuxième assemblée délibérera valablement quelle que soit la portion du capital représentée conformément à l'article 67 de la loi du 10 août 1915 concernatn les sociétés commerciales.

I (02006/029/28)

Le Conseil d'Administration.

F.S.C. S.A. FINANCIAL SKILLS CORPORATION, Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 11, rue Aldringen.

R. C. Luxembourg B 54.887.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE REPORTEE

qui aura lieu le 26 mai 1998 à 10.30 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 mars 1997
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales
5. Divers

I (01627/526/17)

Le Conseil d'Administration.

SALUX S.A., Société Anonyme.

Gesellschaftssitz: Luxemburg, 37, rue Notre-Dame.

H. R. Luxemburg B 23.844.

Die Aktieninhaber sind hiermit eingeladen, der

AUSSERORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG,

die am 8. Juni 1998 um 13.30 Uhr am Gesellschaftssitz, mit folgender Tagesordnung, stattfindet, beizuwohnen:

Tagesordnung:

Beschlussfassung über die mögliche Auflösung der Gesellschaft gemäss Artikel 100 des Gesetzes vom 10. August 1915 betreffend die Gesellschaften.

Die Generalversammlung vom 6. April 1998 hatte keine Beschlussfähigkeit über diesen Punkt der Tagesordnung, da das vom Gesetz vorgeschriebene Quorum nicht erreicht war.

I (01649/526/15)

Der Verwaltungsrat.

SUNLITE HOLDING, Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 14, rue Aldringen.

R. C. Luxembourg B 22.322.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 14, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg, le 25 mai 1998 à 11.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport de gestion du Conseil d'administration et du rapport du Commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1997
3. Affectation du résultat
4. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes
5. Ratification de la cooptation d'un nouvel administrateur
6. Nominations statutaires
7. Divers

I (01913/029/20)

Le Conseil d'administration.

WESTLAND HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 14, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 22.185.

Les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 14, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg, le 25 mai 1998 à 11.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport de gestion du Conseil d'administration et du rapport du Commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1997
3. Affectation du résultat
4. Décharge à donner aux administrateurs et au Commissaire aux comptes
5. Nominations statutaires
6. Divers

I (01914/029/19)

Le Conseil d'administration.

DORAGREN, Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 14, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 55.051.

Les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 14, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg, le 27 mai 1998 à 10.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport de gestion du Conseil d'administration et du rapport du Commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1997
3. Affectation du résultat
4. Décharge à donner aux administrateurs et au Commissaire aux comptes
5. Nominations statutaires
6. Divers

I (01940/029/19)

Le Conseil d'administration.

THERMIE HOLDING (LUXEMBOURG) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2952 Luxembourg, 22, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 53.284.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra le lundi 25 mai 1998 à 9.00 heures au siège social

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux Comptes sur l'exercice clôturant le 31 décembre 1997.
2. Approbation du bilan et du compte de pertes et profits au 31 décembre 1997 et affectation des résultats.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Nomination statutaire.
5. Divers.

I (01963/008/17)

Le Conseil d'Administration.

HOLKEM, Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 27, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 53.395.

Les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 27, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, le 27 mai 1998 à 10.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

15353

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport de gestion du Conseil d'administration et du rapport du Commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1997
3. Affectation du résultat
4. Décharge à donner aux administrateurs et au Commissaire aux comptes
5. Nominations statutaires
6. Divers

I (01941/029/19)

Le Conseil d'administration.

JOPE FINANCE (LUXEMBOURG) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2952 Luxembourg, 22, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 46.344.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra le lundi 25 mai 1998 à 15.00 heures au siège social

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux Comptes sur l'exercice clôturant le 31 décembre 1997.
2. Approbation du bilan et du compte de pertes et profits au 31 décembre 1997 et affectation des résultats.
3. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.
4. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
5. Nomination statutaire.
6. Divers.

I (01964/008/19)

Le Conseil d'Administration.

POSEIDON S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.
R. C. Luxembourg B 13.338.

Messieurs les Actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra en date du 25 mai 1998 à 11.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Lecture du rapport de gestion et du rapport du commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1997
3. Décharge au conseil d'administration et au commissaire aux comptes
4. Nominations statutaires
5. Divers

I (02111/506/16)

Le Conseil d'Administration.

OMNIUM DE PARTICIPATIONS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.
R. C. Luxembourg B 19.148.

Messieurs les Actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra en date du 27 mai 1998 à 11.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Lecture du rapport de gestion et du rapport du commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1997
3. Décharge au conseil d'administration et au commissaire aux comptes
4. Nominations statutaires
5. Divers

I (02115/506/16)

Le Conseil d'Administration.

15354

LUXEMPART.

Siège social: Luxembourg, 6, rue Albert Borschette.
R. C. Luxembourg B 27.846.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu mardi, le 2 juin 1998 à 11.00 heures au siège social de la société, 6, rue Albert Borschette à Luxembourg-Kirchberg, à l'effet de délibérer sur les objets suivants:

Ordre du jour:

1. Lecture et approbation du rapport de gestion de l'exercice 1997;
2. Lecture du rapport du réviseur;
3. Examen et approbation des comptes de l'exercice 1997;
4. Affectation du bénéfice;
5. Décharge aux administrateurs;
6. Nominations statutaires;
7. Désignation du réviseur;
8. Indemnités des administrateurs;
9. Prolongation de l'autorisation pour la société d'acquérir ses propres actions;
10. Divers.

Les actionnaires qui désirent assister à ces assemblées doivent, conformément à l'article 9 des statuts, déposer leurs titres pour mercredi, le 27 mai 1998 au plus tard, auprès de la BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG.

Les actionnaires peuvent se faire représenter dans les conditions déterminées par l'article 9 des statuts; les procurations doivent être déposées jeudi, le 28 mai 1998 au plus tard.

Pour le Conseil d'administration

F. Tesch
Président

I (02120/000/28)

MIRACEMA S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.
R. C. Luxembourg B 50.351.

Messieurs les Actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra en date du 27 mai 1998 à 10.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Lecture du rapport de gestion et du rapport du commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1997
3. Décharge au conseil d'administration et au commissaire aux comptes
4. Nominations statutaires
5. Décision à prendre en vertu de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales
6. Divers

I (02116/506/17)

Le Conseil d'Administration.

DIAMOND INVESTMENT S.A., Société Anonyme.

Gesellschaftssitz: Luxemburg, 11, rue Aldringen.
H. R. Luxemburg B 34.899.

Die Aktieninhaber sind hiermit eingeladen, der

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG,

die am 26. Mai 1998 um 9.00 Uhr am Gesellschaftssitz, mit folgender Tagesordnung, stattfindet, beizuwohnen:

Tagesordnung:

1. Geschäftsbericht des Verwaltungsrates und Bericht des Kommissars
2. Billigung des Jahresabschlusses sowie der Ergebniszuweisung per 31. Dezember 1996 und 1997
3. Entlastung an Verwaltungsrat und Kommissar
4. Annahme des Rücktritts von drei Verwaltungsratsmitgliedern sowie des Kommissars
5. Beschlussfassung über die mögliche Auflösung der Gesellschaft gemäss Artikel 100 des Gesetzes vom 10. August 1915 betreffend die Gesellschaften
6. Verschiedenes

I (01733/526/18)

Der Verwaltungsrat.

15355

GLOBELUX HOLDING S.A., Aktiengesellschaft.
Gesellschaftssitz: L-2213 Luxemburg, 16, rue de Nassau.
H. R. Luxemburg B 25.734.

Die Aktionäre sind eingeladen zur

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der GLOBELUX HOLDING S.A., welche am Montag, den 25. Mai 1998 um 14.30 Uhr nachmittags stattfindet, beizuwohnen.

Tagesordnung:

1. Bericht der Geschäftsführung;
2. Beschlussfassung über den Jahresabschluss 1997;
3. Beschlussfassung über die Entlastung der Geschäftsführung;
4. Beschlussfassung über die Entlastung des Verwaltungsrates;
5. Beschlussfassung über die Entlastung des Abschlussprüfers;
6. Wahl des Verwaltungsrates;
7. Wahl des Abschlussprüfers für das Geschäftsjahr 1998;
8. Sonstiges.

Die Aktionäre werden gebeten, zu der Generalversammlung ihre Aktien mitzubringen oder ein entsprechendes beglaubigtes Zertifikat der Lagerstelle, beinhaltend Anzahl und Registriernummer, vorzulegen.

Luxemburg, den 15. April 1997.

I (01867/272/23)

Der Verwaltungsrat.

INTERSAB S.A.H., Société Anonyme Holding.
Siège social: L-2952 Luxemburg, 22, boulevard Royal.
R. C. Luxemburg B 23.018.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra le mardi 26 mai 1998 à 10.00 heures au siège social

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux Comptes sur l'exercice clôturant le 31 décembre 1997.
2. Approbation du bilan et du compte de pertes et profits au 31 décembre 1997 et affectation des résultats.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Nomination statutaire.
5. Divers.

I (01966/008/16)

Le Conseil d'Administration.

ETRA GLOBAL, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.
Registered office: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.
R. C. Luxemburg B 59.702.

Shareholders are kindly invited to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

to be held at the offices of BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg, on May 18, 1998 at 11.30 a.m. for the purpose of considering and voting upon the following agenda:

Agenda:

1. Submission of the Reports of the Board of Directors and of the Auditor;
2. Approval of the Statement of Net Assets and of the Statement of Operations for the year ended as at December 31st, 1997; allocation of the net results;
3. Discharge to the Directors;
4. Statutory Appointments;
5. Miscellaneous.

Shareholders are advised that no quorum is required for the items on the agenda of the Annual General Meeting and that decisions will be taken on simple majority of the shares present or represented at the Meeting.

In order to attend the Meeting, the owners of bearer shares will have to deposit their shares five clear days before the Meeting at the offices of BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg

II (01948/584/22)

The Board of Directors.

DG LUX MULTIMANAGER I, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Gesellschaftssitz: L-1445 Luxembourg-Strassen, 4, rue Thomas Edison.

H. R. Luxembourg B 58.249.

Die Aktionäre der DG LUX MULTIMANAGER I, SICAV werden hiermit zu einer

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG DER AKTIONÄRE

eingeladen, die am 22. Mai 1998 um 11.00 Uhr in 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen mit folgender Tagesordnung abgehalten wird:

Tagesordnung:

1. Bericht des Verwaltungsrates und des Wirtschaftsprüfers
2. Billigung der Bilanz zum 31. Dezember 1997 sowie der Gewinn- und Verlustrechnung für das am 31. Dezember 1997 abgelaufene Geschäftsjahr
3. Entlastung der Verwaltungsratsmitglieder
4. Beschluss über Dividenden-Ausschüttung des Teilfonds LACUNA FIRST US-REIT SUBFUND
5. Verschiedenes

II (01682/000/18)

Der Verwaltungsrat.

RA INVEST S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 50, route d'Esch.

R. C. Luxembourg B 30.274.

Etant donné qu'à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires de la société RA INVEST S.A. qui s'est tenue le 15 avril 1998, le quorum exigé par la loi pour délibérer valablement sur l'article 100 de la loi du 10 août 1915, n'était pas atteint,

Messieurs les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à:

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

des actionnaires qui se tiendra au 50 route d'Esch à Luxembourg, le 22 mai 1998 à 10.00 heures avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Question de la dissolution anticipée de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915.
2. Divers.

II (01692/595/17)

Le Conseil d'Administration.

SARCOS S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R. C. Luxembourg B 31.022.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 15 mai 1998 à 10.0 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de pertes et profits au 31 décembre 1997, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 1997.
4. Décision sur la continuation de l'activité de la société en relation avec l'article 100 de la législation des sociétés.
5. Divers.

II (01809/005/17)

Le Conseil d'Administration.

H.I.C., HOLIDAY INTERNATIONAL COMPANY S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 17, boulevard du Prince Henri.

R. C. Luxembourg B 9.783.

Messieurs les actionnaires sont convoqués à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra au siège social le jeudi 14 mai 1998 à 11.00 heures.

Ordre du jour:

1. Approbation du bilan statutaire et du compte de pertes et profits au 31 décembre 1997 et affectation des résultats.

2. Approbation du bilan consolidé et du compte de pertes et profits consolidé au 31 décembre 1997 et affectation des résultats.
3. Approbation des rapports du conseil d'administration et du commissaire.
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire pour l'exercice de leur mandat jusqu'au 31 décembre 1997.
5. Désignation du commissaire.

Afin de pouvoir participer à l'assemblée générale statutaire, les actionnaires devront déposer leurs actions au plus tard huit jours avant la date de cette assemblée auprès du siège de la société: 17, boulevard du Prince Henri à Luxembourg.

II (01695/000/21)

Le Conseil d'Administration
Signature

**I.M.D.I. S.A., INTERNATIONAL MARKETING AND DISTRIBUTION INVESTMENTS S.A.,
Société Anonyme.**

Siège social: L-2420 Luxembourg, 11, avenue Emile Reuter.
R. C. Luxembourg B 45.555.

Messieurs les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 18 mai 1998 à 15.00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- a) rapport du Conseil d'Administration sur l'exercice 1997;
- b) rapport du commissaire de Surveillance;
- c) lecture et approbation du Bilan et du Compte de Profits et Pertes arrêtés au 31 décembre 1997;
- d) affectation du résultat;
- e) décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire;
- f) acceptation de la démission d'un administrateur et nomination de son remplaçant;
- g) divers.

II (01704/045/19)

Le Conseil d'Administration.

PARC MERVEILLEUX, Société Anonyme.

Siège social: Bettembourg.
R. C. Luxembourg B 6.833.

Les actionnaires sont invités d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le jeudi 14 mai 1998 à 15.00 heures au Restaurant du Parc Merveilleux, route de Mondorf à Bettembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du conseil d'administration et rapport du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1997 et affectation des résultats.
3. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Divers.

Pour être admis à l'assemblée, les actionnaires sont priés de déposer leurs actions avant l'assemblée générale au bureau de la direction du Parc Merveilleux.

II (01711/000/18)

Le Conseil d'Administration.

LUXOR INVESTMENT COMPANY, Société d'Investissement à Capital Variable.

Registered office: Luxembourg, 10A, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 27.109.

Notice is hereby given that an

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of the shareholders of LUXOR INVESTMENT COMPANY will be held at the registered office in Luxembourg, on Monday 18th May 1998 at 11.30 a.m., for the purpose of considering the following agenda:

Agenda:

1. To approve the liquidator's report and the statement of liquidation of LUXOR INVESTMENT COMPANY (in process of being liquidated).
2. To approve the payment of the creditors and the distribution of the remaining net assets to the shareholders, after payment of the debts.

3. To appoint an auditor.
4. To convene an extraordinary general meeting which will rule on the following points:
 - (i) approval of the auditor's report,
 - (ii) discharge to be granted to the liquidator, the auditor and the Board of Directors,
 - (iii) resolution concerning the final liquidation of the Company,
 - (iv) the keeping of accounts and company documents.

There is no quorum and the resolutions will be passed by a simple majority of the shares represented at the meeting.

Shareholders who are not able to attend this extraordinary general meeting of shareholders are requested to execute the enclosed proxy and send it to us prior to the date of the meeting. To be valid proxies must be received at the registered office of LUXOR INVESTMENT COMPANY 24 hours before the meeting.

In order to attend the meeting, the owners of bearer shares are required to deposit their shares not less than five clear days before the date of the meeting at the Registered Office.

II (01900/755/28)

The liquidator.

SABEA HOLDING GROUP S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 11, boulevard Dr. Charles Marx.
R. C. Luxembourg B 42.422.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

des actionnaires qui se tiendra le *15 mai 1998* à 11.00 heures au siège social à Luxembourg pour délibérer de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des bilan, compte de pertes et profits et affectation des résultats au 31 décembre 1997
3. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes
4. Nomination d'un nouveau commissaire aux comptes
5. Décision à prendre quant à l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales
6. Divers

II (01788/000/18)

Le Conseil d'Administration.

FRIN S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 33.064.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

des actionnaires qui se tiendra le *15 mai 1998* à 15.00 heures au siège social à Luxembourg pour délibérer de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des bilan, compte de pertes et profits et affectation des résultats au 31 décembre 1997
3. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes
4. Nominations statutaires
5. Autorisation au Conseil d'Administration de nommer un administrateur-délégué parmi ses membres
6. Transfert du siège social
7. Divers

II (01789/000/19)

Le Conseil d'Administration.

LUXOR INVESTMENT COMPANY, Société d'Investissement à Capital Variable.

Registered office: Luxembourg, 10A, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 27.109.

Notice is hereby given that an

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of the shareholders of LUXOR INVESTMENT COMPANY will be held at the registered office in Luxembourg, on Monday *18th May 1998* at 11.45 a.m., for the purpose of considering the following agenda:

Agenda:

1. Approval of the auditor's report;
2. Discharge to be granted to the liquidator, the auditor and the Board of Directors.

3. Resolution concerning the final liquidation of the Company.
4. The keeping of accounts and company documents.

There is no quorum and the resolutions will be passed by a simple majority of the shares represented at the meeting.

Shareholders who are not able to attend this extraordinary general meeting of shareholders are requested to execute the enclosed proxy and send it to us prior to the date of the meeting. To be valid proxies must be received at the registered office of LUXOR INVESTMENT COMPANY 24 hours before the meeting.

In order to attend the meeting, the owners of bearer shares are required to deposit their shares not less than five clear days before the date of the meeting at the Registered Office.

II (01899/755/22)

The liquidator.

MERCURY SELECTED TRUST, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Registered office: L-2633 Senningerberg, 6D, route de Trèves.

The

ANNUAL GENERAL MEETING

of Shareholders of MERCURY SELECTED TRUST («the Company») will be held at its registered office at 6D, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Luxembourg at 11.00 a.m. on *15th May, 1998* for the purpose of considering and voting upon the following matters:

Agenda:

1. To accept the Directors' and Auditors' reports and to adopt the financial statements for the year ended 31st December 1997.
2. To declare such dividends for the year ended 31st December 1997 as may be recommended by the Board in accordance with the dividend policy of the Company and to fix their date of payment.
3. To discharge the Directors from their responsibilities for all actions taken within their mandate during the year ended 31st December 1997 and to approve their remuneration.
4. To re-elect Mr S B Cohen, Mr D Ferguson, Mr F P Le Feuvre, Z O H M Baron van Hövell, Mr V McAviney, Mr J Reimnitz, Mr B Stone, Mr P Stormonth Darling and Mr F Tesch as Directors.
5. To discharge the Auditors from their responsibilities for all actions taken within their mandate during the year ended 31st December 1997.
6. To re-elect the Auditors.
7. To decide on any other business which may properly come before the Meeting.

Voting:

Resolutions on the Agenda may be passed without a quorum, by a simple majority of the votes cast thereon at the Meeting.

Voting Arrangements:

The holders of bearer shares must deposit their shares not later than 7th May 1998 either at the registered office of the Company, or with any bank or financial institution acceptable to the Company, and the relative deposit receipt (which may be obtained from the registered office of the Company) must be forwarded to the registered office of the Company to arrive not later than 13th May 1998. The shares so deposited will remain blocked until the day after the Meeting or any adjournment thereof.

Shareholders who cannot attend the Meeting in person are invited to send a duly completed and signed proxy form to the registered office of the Company to arrive not later than 13th May 1998. Proxy forms for use by registered shareholders are included with the annual report and can also be obtained from the registered office. A person appointed as proxy need not be a holder of shares in the Company; lodging of a proxy form will not prevent a shareholder from attending the Meeting if he decides to do so.

II (01945/000/38)

The Board of Directors.

TOKYO PACIFIC HOLDINGS S.A., Société d'Investissement à Capital Fixe.

Registered office: L-1820 Luxembourg, 10, rue Antoine Jans.

R. C. Luxembourg B 56.153.

Messrs Shareholders of the Company are herewith invited to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

of the Company on *May 15, 1998* at 11.00 a.m. at its registered office 10, rue Antoine Jans, L-1820 Luxembourg, for considering and solving up the following matters:

Agenda:

1. Management Report of the Board of Directors
2. Report of the Statutory Auditor
3. Presentation and approval of the Balance Sheet and Profit and Loss Account as at December 31, 1997
4. Allocaton of results

5. Ratification of the resignation of Mr F.J. Ballendux as Director and the appointment of Mr R.E. Wessels as his successor as per October 1, 1997
6. Re-appointment of Mr P.D. Eenshuistra as Supervisory Director
7. Transfer of central administration agent and custodian bank as per July 1, 1998
8. Expected changes relating to the introduction of the euro
9. Miscellaneous

In order to be able to attend the Annual General Meeting of Shareholders, the holders of bearer shares and persons who derive their meeting rights in another way must deposit their share certificates or other documents evidencing their rights against proof of receipt at the offices of MeesPIERSON (LUXEMBOURG) S.A., at 10, rue Antoine Jans, L-1820 Luxembourg, or at the head office of MeesPIERSON N.V., at Rokin 55, NL-1012 KK Amsterdam on or before May 8, 1998.

Holders of registered shares and persons who derive their meeting rights in another way from registered shares must, in order to be able to attend the general meeting and to participate in the votes, notify the Board of Directors in advance in writing of their intention to do so on or before May 8, 1998.

The company will consider as a shareholder of the company the person mentioned in a written statement issued by a participant of Negicef showing the number of shares held by the person mentioned in the statement until the meeting will have been closed, provided that the declaration will be deposited at the offices of MeesPIERSON (LUXEMBOURG) S.A., at 10, rue Antoine Jans, L-1820 Luxembourg, or at the head office of MeesPIERSON N.V., at Rokin 55, NL-1012 KK Amsterdam on or before May 8, 1998.

Luxembourg, April 29, 1998.

II (01946/003/36)

The Board of Directors.

LOMBARD ODIER INVEST, Société d'Investissement à Capital Variable.

Registered office: L-2520 Luxembourg, 39, allée Scheffer.

R. C. Luxembourg B 25.301.

The Board of Directors of the above-mentioned Sicav is pleased to invite the Shareholders of the Sicav to the

ANNUAL GENERAL MEETING

which will be held at 11.00 a.m. on May 14, 1998 at the registered office of the Sicav, with the following agenda:

Agenda:

1. Presentation of the reports of the Board of Directors and of the Auditor.
2. Approval of the balance sheet, profit and loss accounts as at December 31, 1997 and the allocation of the net profits.
Ratification of the following dividend payments in the following sub-funds:

LOMBARD ODIER INVEST - Smaller European Companies Fund	DEM 0.17
LOMBARD ODIER INVEST - Europe Bond Fund	DEM 0.23

 The above dividends went ex-dividend on August 27, 1997 and were paid on August 29, 1997.

LOMBARD ODIER INVEST - Dollar Bloc Bond Fund	USD 0.30
LOMBARD ODIER INVEST - European Bond Fund	DEM 0.30

 The dividends went ex-dividend on February 16, 1998 and were paid on February 18, 1998.
3. Discharge to be granted to the Directors and the Independent Auditor in respect of the carrying out of their duties during the financial year ended on December 31, 1997.
4. Re-election of Directors and Auditors for the ensuing year.
5. Miscellaneous.

The shareholders are advised that no quorum for the items of the Agenda are required, and that the decisions will be taken at the majority vote of the shares present or represented at the Meeting. Each share is entitled to one vote. A Shareholder may act at any Meeting by proxy.

In order to participate at the Meeting, the holders of bearer shares must deposit their shares at the office of CREDIT AGRICOLE INDOSUEZ LUXEMBOURG at least 48 hours before the meeting.

II (01972/005/30)

The Board of Directors.